

no. 7
FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS.

DU SECRET MÉDICAL

AU POINT DE VUE

MORAL, PROFESSIONNEL & CRIMINEL

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue

PAR

Alphonse-Arthur COUPEY,

Né à Saint Martin d'Ecubley (Orne),
Docteur en médecine de la Faculté de Paris,
Médecin à Rugles (Eure).

PARIS

A. PARENT, IMPRIMEUR DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

Rue Monsieur-le-Prince, 29 et 31

1875

M 111
P 232
1875

LANE

MEDICAL



LIBRARY

LEVI COOPER LANE FUND

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS.

DU SECRET MÉDICAL

AU POINT DE VUE

MORAL, PROFESSIONNEL & CRIMINEL

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue

PAR

Alphonse-Arthur COUPEY,

Né à Saint-Martin d'Ecubley (Orne),
Docteur en médecine de la Faculté de Paris,
Médecin à Rugles (Eure).

PARIS

A. PARENT, IMPRIMEUR DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

Rue Monsieur-le-Prince, 29 et 31

1875

MP

LAKE LIBRARY

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A LA MÉMOIRE DE MON ONCLE.

A MON PÈRE

A MA FAMILLE.

A MA CHÈRE FEMME.

Coupey.

A MON BON AMI,

M. LE D^r A.-H. MARCHAND,

Prosecteur des hôpitaux.

A MON EXCELLENT CONFRÈRE,

M. LE D^r FORCINAL.

A MES AMIS.

A M. LE PROFESSEUR A. TARDIEU,

Officier de la Légion d'honneur,
Professeur de médecine légale à la Faculté,
Membre de l'Académie de médecine,
Médecin des hôpitaux.

MON PRÉSIDENT DE THÈSE.

A M. LE D^r Z. ROUSSIN,

Pharmacien principal à l'Hôpital militaire de Lyon,
Professeur agrégé à l'Ecole d'application du Val-de-Grâce,
Chevalier de la Légion d'honneur.

A M. LE PROFESSEUR BROCA,

Professeur de clinique chirurgicale,
Membre de l'Académie de médecine,
Chevalier de la Légion d'honneur.

A M. LE D^r LABOULBÈNE,

Médecin des hôpitaux de Paris,
Professeur agrégé de la Faculté,
Membre de l'Académie de médecine,
Officier de la Légion d'honneur.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DU SECRET MÉDICAL

AU POINT DE VUE

MORAL, PROFESSIONNEL ET CRIMINEL.

INTRODUCTION ET DIVISION DU SUJET.

Arrivé au terme de mes études médicales, études poursuivies tout en exerçant la profession avec un titre inférieur, que des circonstances impérieuses m'avaient fait un devoir d'obtenir, j'ai dû éprouver quelque embarras pour remplir la dernière épreuve du doctorat en médecine. Éloigné de Paris depuis deux ans, il m'était difficile, étant donnés les soins d'une clientèle à former, de recueillir des documents personnels offrant un intérêt scientifique qui commandât l'attention. Au risque donc d'être accusé de ne point apporter ma pierre à l'édifice scientifique auquel nous devons tous collaborer, je sou mets à mes juges et j'offre à mes amis ce travail sur le *Secret professionnel*, fruit hâtif de recherches nécessairement incomplètes et de loisirs disputés aux exigences de la clientèle. J'ai pu me rendre compte, en ces deux années, des nombreuses et importantes obligations qui nous sont dictées par la conscience et imposées par la loi. J'ai le plus souvent fait appel aux lumières d'auteurs éminents

et dont la compétence ne saurait être révoquée en doute; en mettant ce travail sous la protection de ces auteurs respectés, et en particulier sous l'autorité scientifique de M. le professeur Tardieu, mon président de thèse, j'ai soulagé mon appréhension et peut-être dissimulé mon insuffisance. L'utilité d'un pareil travail, presque entièrement de compilation, pour ne pas apparaître d'une façon bien évidente, n'est pourtant pas, à notre avis, absolument contestable. Cette énumération de nos devoirs professionnels, les appels incessants à notre conscience, en l'absence de lois dont la sanction ne saurait pas toujours nous atteindre, grandissent notre rôle, et nous méritent sans doute des droits qui nous appartiennent, quoique nous ne songions guère à les revendiquer.

Cette étude, dans laquelle je me propose en somme de rendre hommage à la profession médicale, n'est-elle pas commandée d'ailleurs par les dénis de justice que la société nous inflige trop souvent, et lorsque les auteurs les plus recommandables ne craignent pas de verser sur nous le ridicule et l'outrage. Il est naturel, sans doute, que les hommes se vengent du bien que nous leur faisons! Partout et toujours, à Rome comme à Paris, du temps de Caton comme du temps de Molière, les plaisanteries sur les médecins ont fait les délices des désœuvrés d'en haut, comme des esprits forts d'en bas. « Si je faisais une nouvelle édition de mes ouvrages, a dit J.-J. Rousseau, j'adoucirais ce que j'ai écrit sur les médecins; il n'y a pas d'état qui demande autant d'études que le leur; par tous pays, ce sont les hommes les plus véritablement savants. »

Mais, pour un qui fait amende honorable, combien d'auteurs qui ont persévéré dans ce dénigrement de mauvais aloi, jusqu'au jour où la maladie nous les livre tremblants, sinon repentants.

Si nous réclamons pour le corps médical une considé-

ration qui lui appartient, ce n'est pas que nous comptons l'obtenir; d'autres, plus autorisés, y ont échoué. Dans une circonstance récente, la voix éloquente et toute dévouée à nos intérêts du président de l'Association générale des médecins de France, M. le professeur Tardieu, a réclamé une plus juste et plus équitable appréciation des services que nous sommes appelés à rendre à la société. Cette fière revendication est venue à la suite de la loi en vertu de laquelle, on ne s'y attendait guère vraiment, les médecins sont exclus des conseils d'administration des bureaux de bienfaisance.

Après ces explications, qui, je l'espère, me concilieront la bienveillance, et surtout l'indulgence de mes juges, je préviens mes lecteurs que j'ai successivement considéré le secret médical au point de vue moral, professionnel et légal, suivant qu'on l'examine au point de vue de la sanction qui est fournie tantôt par le témoignage de la conscience, tantôt par la confiance, l'estime des malades, en un mot, la faveur publique, tantôt, enfin, par des peines ou des amendes stipulées par le législateur.

Le secret est d'obligation *morale* en tant qu'il relève de la conscience seulement, et est soumis à la notion instinctive ou non du devoir. Sa violation entraîne le remords, mais dans tous les cas échappe à la loi. Il y a obligation morale du secret, bien que son inobservance ne tombe pas sous le coup des prescriptions légales, et ne cause même aucun préjudice appréciable à celui qui en est l'objet. Comme corollaire de cette première obligation, nous indiquerons ce que l'on peut entendre par la *discrétion confraternelle*.

Le secret est d'obligation *professionnelle* et fait partie des devoirs que nous avons à remplir envers le public en général, et nos clients en particulier. Le serment fameux d'Hippocrate, que nous citerons plus loin, en est la plus

belle et la plus complète expression. Nous rappellerons brièvement les principaux caractères du rôle du médecin dans la famille et auprès de l'individu, et nous exprimerons ce à quoi nous oblige la discrétion professionnelle.

Enfin, le secret est d'obligation légale, en ce sens que sa violation peut entraîner des peines édictées par la loi. « Quelque garantie que trouve la société contre les mauvaises passions de l'homme, dans la divine lumière qui éclaire celui-ci sur ses devoirs et ses obligations, elle est loin, cependant, de s'en rapporter uniquement aux inspirations spontanées de la conscience pour assurer l'ordre et la sécurité, qui sont ses premiers besoins. Née de l'impuissance même de la morale à maintenir l'homme dans le cercle rigoureux que lui trace le devoir, la loi, conscience écrite de l'humanité (il serait vivement à souhaiter qu'il en fût toujours ainsi!), règle les rapports des hommes entre eux, et frappe d'une pénalité sévère tout acte qui enfreint ses prescriptions. » (MAX. SIMON.) Nous suivrons pas à pas le médecin dans les différentes questions qui peuvent se présenter à son observation, et nous exposerons les divers principes de conduite qui découlent tantôt des prescriptions de la loi morale, dont la conscience est l'interprète, tantôt des prescriptions légales contenues dans les différents articles qui régissent la matière. Nous commencerons par l'exposé de la jurisprudence actuelle du secret en médecine; puis nous ferons l'application de ces différents articles aux questions que nous aurons à examiner successivement.

Notre thèse se trouve donc naturellement divisée en deux parties; dans la première, il sera traité du secret médical au point de vue moral et professionnel, dans la seconde, du secret médical au point de vue légal. Le tableau suivant fera comprendre cette division, à laquelle nous nous sommes astreint pour apporter quelque clarté

dans cette question, dont l'étude est ordinairement assez confuse.

PREMIÈRE PARTIE.

§ I^{er}. Obligation morale du secret. — Discretion confraternelle.

§ II. Obligation professionnelle du secret. — Rôle du médecin dans la famille et auprès de l'individu. — Discretion professionnelle.

DEUXIÈME PARTIE.

CHAPITRE I^{er}. Historique et législation.

CHAP. II. Responsabilité civile des médecins.

CHAP. III. Des assurances sur la vie. — Limites dans lesquelles le médecin doit se tenir.

CHAP. IV. Des déclarations de naissance.

CHAP. V. De la question des mariages.

CHAP. VI. Des avortements.

CHAP. VII. Des maladies vénériennes.

CHAP. VIII. Des empoisonnements.

CHAP. IX. Des blessures et du duel en particulier.

CHAP. X. Des expertises médico-légales.

CHAP. XI. Questions d'hygiène publique.

CHAP. XII. Des honoraires.

CONCLUSION.

PREMIÈRE PARTIE

§ 1^{er}. OBLIGATION MORALE DU SECRET. — DISCRÉTION CONFRATERNELLE.

Nous avons dit que l'obligation morale du secret reposait sur la notion abstraite du devoir.

« Il n'y a vraiment qu'un principe fixe et inébranlable dans la vie, un seul principe qui ne dépende ni des systèmes, ni des préjugés, ni des passions, ni de la science elle-même. Il n'y en a qu'un qui se présente à nous entouré d'une autorité invincible, non à titre d'hôte, mais de souverain, appuyé d'une part sur le remords, et de l'autre sur le ravissant et glorieux témoignage d'une conscience pure, prête à devenir le bourreau ou la consolation de notre vie, selon l'usage que nous aurons fait de la liberté, acclamé par tout le genre humain comme un bien-faiteur et comme un maître : c'est le principe du devoir. » (J. Simon, *La liberté*, t. I, p. 12.)

L'étude du devoir est assurément très-élevée. Elle repose sur les principes éternels de la morale. L'homme en tire l'application de son cœur, tendre, passionné, ou froid et inflexible. Le devoir ne saurait guère s'exprimer en une formule scientifique ; il faut le sentir pour l'aimer, il faut y être attaché pour l'accomplir.

La médecine impose aux siens une plus grande somme de devoirs sans leur donner, nous l'avons déjà dit et nous

aurons souvent occasion de le répéter, toujours une compensation immédiatement appréciable.

Si l'on peut affirmer que c'est un devoir pour chaque homme en particulier de développer son intelligence, il faut bien reconnaître que cette obligation de l'étude de tous les instants s'impose plus spécialement encore au médecin : *nemo justius assidue discit, quam qui de salute hominis tractant.* (Cassiodore.) En effet, l'on peut dire, et cette conception présente de grands avantages, que l'œuvre du médecin est avant tout une œuvre de science.

Quoi qu'il en soit, le plus souvent, c'est de son propre fonds que l'homme de l'art doit tirer les motifs de ses actes; il les fera bons, généreux, humains, suivant la conception qu'il aura su se faire du devoir.

Cette observance du secret est très-ancienne, on en trouve des vestiges jusque dans les écrits bibliques : *Qui ambulat fraudulenter, revellat arcana, qui autem fidelis est, celat amici commissum*, dit l'Écriture.

La doctrine de l'Église universelle a été, dit Aignan, que pendant huit siècles il n'y a pas eu un seul médecin qui ne fût prêtre, évêque ou religieux, et le secret médical leur était imposé autant que celui de la confession. La principale raison qui faisait choisir cette société d'hommes, dit le Dr Friend, c'est qu'ils avaient un grand pouvoir sur les consciences et qu'ils convenaient d'ailleurs dans les cas qui demandaient le secret.

Les Romains faisaient une divinité du secret, sous le nom de *Tacita*, et les Pythagoriciens une vertu.

Ce serait assurément s'engager dans une bien vaste entreprise que de vouloir déterminer les qualités si diverses que la profession médicale exige et suppose. Hippocrate les entendait sans doute, lui qui, indépendamment des préceptes que nous rapportons plus loin, nous a laissé, dans une formule d'une simplicité touchante, la preuve

écrite de l'état de son esprit et des dispositions dans lesquelles il exerçait son art divin. Nul étalage de faux sentiments, nulle déclamation hypocrite; il ne discute même pas la discrétion, il n'en vante pas les avantages, il n'en pèse pas les inconvénients, il dit : Je serai discret. Et ce testament dont nous sommes fiers, à juste titre, a passé d'âge en âge toujours respecté, toujours obéi. Ni le temps, ni les doctrines ennemies ne l'ont atteint, honte à qui le transgresse !

Dans cette importante question des devoirs, nous ne saurions mieux faire que de citer encore et toujours le père de la médecine.

Hippocrate a pris soin de dire quels sont les devoirs professionnels du médecin, de décrire en quelque sorte l'honnêteté médicale. Il a prévu tous les cas ; il a dit quelle haute idée on doit avoir de la médecine, de sa puissance, de ses difficultés, de son but. Son œuvre se distingue par un perpétuel souci de la dignité médicale, un vif sentiment du devoir, une profonde répulsion pour ceux qui compromettent la profession et la rabaisent par leur charlatanisme ou la recherche affectée du nouveau et du merveilleux ; une sollicitude continuelle et touchante pour la guérison et le soulagement des malades. « J'aime, dit-il, à comparer la médecine à la philosophie, qui toutes deux conduisent aux mêmes vertus et font éviter les mêmes écueils. »

Dans le Traité de la bienséance et dans celui des préceptes, il est recommandé au médecin de ne pas converser sans nécessité avec les gens du peuple (ce qui ne contredit pas cette autre réflexion qu'on peut quelquefois tirer parti des conseils, des renseignements et de l'expérience du vulgaire, quand on sait interroger avec discrétion); de se montrer simple, affable, d'humeur égale; de faire les concessions, d'avoir les complaisances et les gracieusetés

que la maladie peut autoriser ; d'unir la fermeté à la douceur ; de visiter souvent ses malades sans y mettre cependant trop d'empressement, car cela peut déplaire ou même effrayer ; de les examiner avec une grande attention, et, s'il est possible, de laisser un aide auprès d'eux afin de ne pas manquer l'occasion favorable pour agir ; de rechercher plutôt les pronostics certains que les pronostics brillants ; de ne précipiter ni ses jugements, ni ses prescriptions, de peur qu'on soit obligé de changer d'opinion ou tenté de persister dans son premier avis pour sauver sa réputation ; d'avouer franchement ses erreurs et d'en indiquer la source, afin que les autres évitent de les commettre ; de peu se soucier de ce que pense le vulgaire ou les mauvais médecins, si l'on est assuré d'avoir la vérité de son côté.

Dans les consultations, Hippocrate ne souffre ni harangues, ni intrigues, ni cabales ; il veut que chacun y prenne sa part de responsabilité.

Le précepte sur lequel il revient sans cesse est celui-ci : saisir le moment opportun.

« La vie est courte, l'art est long, l'occasion est prompte à s'échapper ; l'expérience est trompeuse, le raisonnement est difficile, » s'écrie Hippocrate au début de son livre les *Aphorismes*.

Qui ne croit lire, dans cette sentence à moitié grecque à moitié orientale, a remarqué M. Littré, l'inscription monumentale au frontispice de la médecine, au moment où les portes en sont ouvertes par une main puissante ?

« Il importe, ajoute Hippocrate, non-seulement que le médecin fasse lui-même ce qui convient, mais qu'il soit encore secondé par le malade et par ceux qui l'entourent. »

Et lorsqu'il s'agit du rôle véritable du médecin, du peu de reconnaissance qu'il doit espérer de ses malades, Hippocrate fait encore cette remarque :

« Il est plus ordinaire aux malades de violer les ordon-

nances qu'aux médecins de prescrire de mauvais traitements. Le médecin est sain de corps et d'esprit lorsqu'il entreprend une cure... Les malades, au contraire, ne connaissent ni la nature ni les causes de leur mal, ignorant quelles en seront les conséquences et ce qui peut arriver à la suite de cas analogues, souffrent dans le présent, effrayés de l'avenir, remplis de leurs maux, vides de nourriture, désirent plutôt ce qui est propre à entretenir la maladie que ce qui en peut amener la guérison, redoutent la mort mais ne peuvent supporter courageusement leur mal. En se montrant désobéissants ou négligents, ils courent à leur perte, catastrophe dont les mauvais raisonneurs ne manquent pas de faire retomber la cause sur ceux qui sont innocents pour décharger les véritables coupables. »

A ce sujet, M. Chomel a fait observer que les malades les plus intelligents ne sont ni les plus dociles ni les plus faciles à interroger. Comme chacun a son petit système et ses idées préconçues qu'il veut faire prévaloir, chacun cherche aussi par mille subterfuges à échapper aux questions positives et à dérouter le médecin dans l'examen qu'il s'efforce, s'il ne perd patience, de poursuivre au travers des voies détournées qu'on ouvre sans cesse devant lui.

Mais si l'on peut souhaiter que les malades acquièrent une éducation qui les mettent à l'abri des ignorants, des charlatans, des bonnes femmes, des empiriques et de certains spécialistes, et qu'instruits de la sorte ils aient dans leur médecin cette confiance et cette soumission éclairées qui enlèvent à la maladie une partie de son empire, on ne doit guère compter, hélas ! sur un semblable progrès.

Et pour remédier à cette ignorance fatale du public, pour que le médecin, nous citons M. Daremberg, mérite la confiance du public, et tienne dans la société le rang

que doit lui assurer une profession aussi noble, et y exerce l'influence que donne naturellement un art aussi utile, il importe qu'on retrouve l'homme derrière le praticien, que le médecin redevienne ce qu'il était autrefois, l'homme le plus savant, le plus lettré de son temps.

Une autre question, un autre devoir s'impose encore au médecin. Doit-il, lorsqu'il est sûr de la mort d'un malade, communiquer son pronostic aux personnes étroitement unies à ce malade?

Non, dans la plupart des cas. Notre rôle est, avant tout, celui de consolateur.

« Dans les grandes douleurs physiques comme dans les grandes douleurs morales, la sympathie est douce aux malades comme aux affligés; celle du médecin surtout leur est précieuse; il faut qu'il s'associe à leurs souffrances, qu'il en comprenne toute l'étendue, qu'il souffre avec eux, ce qui n'est pas un effort pour l'homme de cœur. Appelé auprès d'un malade en proie aux plus vives angoisses, je lui demandais pourquoi il avait renoncé aux soins d'un médecin fort habile qui l'avait jusqu'alors dirigé. — Je ne lui en ai pas caché le motif à lui-même, me répondit-il; je lui ai dit : vous ne me guérissez pas, et *vous ne me consolez pas!* »

Vous ne me consolez pas! conclut à ce propos M. Darremberg. Cette parole résume à elle seule la moitié des devoirs du médecin.

Il ne faut qu'approcher du lit sur lequel le malade, pauvre ou riche, jeune ou vieux, ignorant ou d'un esprit cultivé, lutte contre les angoisses de la douleur et cherche à écarter les ténèbres que la mort répand déjà autour de lui, pour comprendre combien il a soif de consolations, avec quelle avidité il recueille un heureux présage, avec quelle joie il entend quelques paroles rassurantes, avec quelle anxiété il interroge l'œil du médecin, avec quel bonheur

il entrevoit un visage ami, avec quelle effusion il saisit la main que lui offre celui dont il attend son salut !

Que d'admirables conseils et quel code précieux auquel nous ferons bien de recourir dans les circonstances solennelles de notre profession ! Mais c'est assez nous étendre sur ce sujet ; aussi bien, nous n'avons rien dit que tous les médecins ne sachent déjà et n'appliquent avec un ensemble qui, sans être malheureusement l'unanimité, est très-imposant, et commande l'estime et souvent même l'admiration.

Deux mots seulement sur ce que nous entendons par *discretion confraternelle*, question bien délicate sans doute, mais qu'on ne saurait pourtant passer sous silence. Les médecins, membres d'une même famille, doivent se témoigner un respect mutuel et une affection fraternelle. N'oublions pas que c'est dans les témoignages de sympathie réciproque que réside la cause la plus grande de la considération que mérite notre profession. Dans les rapports que cette communauté de profession amène fréquemment, il doit régner un sentiment de loyale confraternité qui se traduit par un appui réciproque et un concours bienveillant.

Pourquoi faut-il qu'il existe des confrères tels que celui dont le Dr Munaret nous a si bien tracé l'odieux portrait ? « Comment, s'écrie-t-il, M... a osé vous purger ? Cette bévée m'étonne de sa part, car c'est un médecin que j'estime. Le traître ! il étouffe une réputation en l'embrassant... Avec un public plus grossier, il se gêne moins et il crache un venin plus épais. A son dire, vous serez un jeune homme sans expérience, un écolier... et, plus tard, une *mâchoire*, une *perruque*, une *croûte*... Quand vous perdrez un malade, vous l'aurez assassiné, et s'il succombe entre ses mains, c'est parce que vous aurez mal entrepris le traitement ou

bien qu'il aura été appelé trop tard. » (D^r Munaret, *Le Médecin des villes et des campagnes*.)

Vous analyseriez en vain la figure de ce confrère peu scrupuleux, que chacun de nous a rencontré au début de sa carrière, pour y trouver quelque chose d'extraordinaire, de personnel; nulle trace de cette flamme qui illumine les têtes prédestinées. Les qualités merveilleuses dont il se croit doué et qu'il dissimule à peine, dans la crainte qu'on ne les découvre pas assez vite, n'apparaissent pas bien éclatantes dans sa pratique, et le mépris qu'il semble avoir pour les autres doit tirer son origine d'une profonde connaissance de soi-même. S'il croit à sa propre infailibilité, c'est à coup sûr une opinion bien égoïste. C'est article de foi, mais non de raisonnement.

Ce dénigrement de parti pris est profondément triste et préjudiciable à notre art. C'est en effet une obligation morale de la plus haute importance que d'observer scrupuleusement le secret professionnel à l'égard de nos confrères. Le médecin confient des doléances de son client doit fermer l'oreille aux plaintes qu'arrache trop souvent la déception d'un traitement inefficace, pour ne pas être à son tour victime d'un procédé aussi déloyal. Rien moins qu'assuré de réussir là où un confrère a échoué, il doit calmer l'impatience du malade par des paroles affectueuses et sages toujours sympathiques au médecin abandonné; il doit, au nom de la solidarité des intérêts professionnels, expliquer l'insuccès ou la lenteur du traitement précédent par des conditions défavorables toujours faciles à trouver, et surtout par le manque de persévérance du malade. Cette conduite, en masquant les divergences d'opinions trop fréquentes parmi les médecins et dont le public ne saurait être fait juge sans grave préjudice pour nos intérêts, inspire confiance et respect au plaignant lui-même. Il se retire moins sûr que son premier traitement

était mauvais et convaincu en revanche que la médecine n'est pas un champ clos tellement resserré qu'il faille pour vivre se détruire les uns les autres. Respecter l'art médical chez les confrères est un principe de haute convenance auquel on ne saurait se dérober sans encourir les reproches d'une conscience justement irritée.

La solidarité morale repose sur la notion du principe du devoir et sur le sentiment du respect des intérêts professionnels. Quelques-uns, trompés par leurs passions, leur intérêt, leur orgueil, méconnaissent cette loi morale, contreviennent à toutes ses obligations. Il ne sentent pas l'avidité railleuse avec laquelle le public malveillant accueille leurs déclamations jalouses. Et le résultat, c'est la confiance qui est ébranlée, c'est la foi qui s'en va, et plus tard, oubliant que cette œuvre malsaine est la leur, ils se plaindront peut-être du peu d'autorité dont ils jouissent auprès des malades.

Ces armes discourtoises avec lesquelles, dans le silence du cabinet, car il faut de l'ombre pour tout acte de félonie, ils *tombent* un confrère peu sympathique ou même tout confrère de parti pris, ces armes seront retournées contre eux-mêmes.

Il vient un jour où l'on ne croit plus à leur médecine, et c'est justice, car ils ont appris à suspecter celle des autres : *par pari refertur*. Le public pense, hélas ! par notre faute, à l'*invidia medica* et lui toujours porté à croire que les augures ne sauraient se regarder sans rire, il range les médecins parmi les dupeurs, les charlatans et autres exploitteurs de l'humaine crédulité.

« Lorsque vous pratiquerez l'art divin d'Esculape, gardez-vous bien de vous éloigner de vos confrères ; interrogez-les sur les maladies qu'ils ont eu occasion de traiter, afin qu'ils vous fassent part de leurs connaissances. Tel est le précepte qu'Hippocrate adressait à son fils et à son

gendre. D'ailleurs, les jeunes et les vieux médecins n'ont-ils pas des qualités et des défauts dont l'opposition et la pondération mutuelles existent pour le plus grand bien de la science. (Réveillé-Parise.)

§ II. OBLIGATION PROFESSIONNELLE DU SECRET. — RÔLE DU MÉDECIN DANS LA FAMILLE ET AUPRÈS DE L'INDIVIDU. — DISCRÉTION PROFESSIONNELLE.

« Quoi que je voie ou entende dans la société pendant l'exercice, ou même hors de l'exercice de ma profession, je tairai ce qui n'a jamais besoin d'être divulgué, regardant la discrétion comme un devoir en pareil cas. » (Hippocrate; *Serment*. Traduction de Littré.)

A une époque qui n'est pas encore bien éloignée de nous, Laënnec, observateur scrupuleux du secret médical même à l'hôpital, lorsqu'il s'entretenait avec ses élèves devant le lit des malades, ne leur donnait ses explications qu'en latin, exigeant d'eux qu'ils lui répondissent dans la même langue, voulant épargner ainsi aux malades des impressions qui n'auraient pas été sans danger pour eux et ne donner lieu à aucune indiscretion des malades entre eux.

Le docteur Bayle, rapporteur d'une commission nommée par le Congrès médical de 1845, s'exprime ainsi à propos du secret professionnel :

« Que deviendrait la sécurité des familles et la dignité du médecin si l'on voulait admettre des restrictions dans l'inviolabilité du silence, s'il pouvait se mêler des craintes de délation aux épanchements de la confiance du malade, si en appelant auprès de soi un consolateur et un ami, le soupçon pouvait naître qu'on a pu rencontrer un dénonciateur. »

Alors qu'on ne trouvait encore en France aucun principe de médecine légale, branche de notre art devenue si

importante grâce aux progrès de la chimie et à l'usage du microscope, et aux savants travaux de MM. Tardieu et Roussin, on citait déjà des circonstances dans lesquelles on avait recours à des gens *probatae artis et fidei*, experts et discrets.

Les anciens statuts de la Faculté de Paris, statuts qui remontent au XIII^e siècle, portaient : *Ægrorum arcana, visa, audita, intellecta eliminat nemo*.

Dans les relations habituelles de la vie un secret est considéré comme une chose sacrée et tout homme qui divulgue celui qui lui est confié est frappé d'une juste réprobation. Combien, à plus juste titre encore, serait condamné un médecin qui, admis dans l'intimité d'une famille, à raison de sa profession, après avoir découvert les maladies pour lesquelles il a été appelé, irait, coupable de la plus odieuse indélicatesse, compromettre, par quelque indiscretion, les secrets de cette famille ! Nous faisons allusion à ceux de qui le législateur dit « que sacrifiant leur devoir à leur causticité il se jouent des sujets les plus graves, alimentent la malignité par des révélations indécentes, des anecdotes scandaleuses et déversent ainsi la honte sur les individus et la désolation dans les familles. » De telles défaillances sont heureusement fort rares parmi ceux qui n'ont point oublié cet adieu touchant que leur adressait naguère un illustre professeur :

« Alors commence pour vous ce sacerdoce que vous honorez et qui vous honorera ; alors commence cette carrière de sacrifices, dans laquelle vos jours, vos nuits, sont désormais le patrimoine des malades. Il faut vous résigner à semer en dévouement ce qu'on recueille si souvent en ingratitude ; il faut renoncer aux douces joies de la famille, au repos si cher après la fatigue d'une vie laborieuse ; il faut savoir affronter les dégoûts, les déboires, les dangers ; il faut ne pas reculer devant la mort, quand

elle vous menace, car la mort conquise au milieu des périls de votre profession fera prononcer votre nom avec respect. » (Trousseau, Introd. à la Clinique de l'Hôtel-Dieu.)

Nous voulons que notre profession, qui de tout temps a fait naître les plus beaux dévouements et montré la plus complète abnégation, soit particulièrement bienfaisante. Appliquons-nous à soutenir les uns, à panser les autres, à les consoler tous, *consoler c'est guérir*, a dit J.-L. Petit. Heureux le médecin à qui l'on peut appliquer cette belle parole : *transiit benefaciendo*.

La profession du médecin commande la confiance du malade, et lorsque le médecin a provoqué et reçu les épanchements de cette confiance, ce n'est plus par un sentiment ordinaire de délicatesse, c'est par le devoir de la profession qu'il est obligé de garder le dépôt fait à raison de sa profession même. Car le secret est l'essence des communications que la profession du médecin appelle et sans lesquelles elle ne saurait s'exercer. Si la condition essentielle du secret était détruite, si le malade savait que sa confiance sera trahie, il aimerait mieux être victime d'un silence qui peut lui coûter la santé ou même la vie, que d'une révélation qui peut compromettre son honneur ; or, l'intérêt public, l'intérêt de l'humanité exigent que toutes les conditions nécessaires à la liberté, à la sûreté, à l'efficacité de l'art du médecin soient pleinement respectées. Nous devons donc enfouir dans le coin le plus obscur de notre mémoire les secrets qui nous ont été révélés ou que nous avons surpris dans les maisons où notre profession nous donne accès.

Le médecin est l'ami de la famille, mais ce titre lui fait parfois courir les plus grands risques, et soumet dans des occasions trop nombreuses sa conscience aux plus rudes épreuves. Nombre de clients ne craignent pas de nous

adresser, parfois, des questions bien indiscretes, qui peuvent jeter notre esprit dans la plus cuisante perplexité. Il nous faut prendre un parti prompt et ferme, car malheur aux faibles ! la conscience, à défaut de la loi, vengerait toute infraction à l'inviolabilité du secret.

Le rôle du médecin serait assurément rabaissé s'il consentait jamais à se faire *délateur* soit auprès de la justice, soit auprès d'une autorité quelconque. On ne saurait guère parler de cette importante question du secret médical vis-à-vis du public, sans rappeler le nom du Dr Delpech mort victime du secret médical, comme saint Jean Népomucène, du secret de la confession.

Ce chirurgien, après avoir exercé à Toulouse et à Paris, était venu occuper la chaire de clinique chirurgicale dans la ville de Montpellier. Il avait fondé dans cette ville une maison de santé où il traitait un assez grand nombre de malades. Un soir, qu'il se trouvait au théâtre, il se vit aborder par un jeune homme nommé Dempton, dans lequel il reconnut un malade qu'il avait soigné quelque temps auparavant. « Monsieur, lui dit celui-ci, j'ai demandé la main d'une jeune fille dont je suis amoureux et dont le père viendra vous consulter demain sur ma santé ; je compte sur votre amitié pour répondre qu'elle est excellente et que rien ne peut s'opposer à cette union. » — « Monsieur, répliqua Delpech, je trouve très-étrange que vous prétendiez me dicter ma conduite ; je n'ai à recevoir de vous ni avis ni conseil, et ma conscience me suffit pour me guider dans l'exercice de ma profession. » — « Retenez bien ce que je vous dis, continua le jeune homme en s'animant, sans quoi vous vous en repentiriez. » Delpech tourna le dos à ce fou, et s'en alla sans y songer davantage. Le lendemain, en effet, il vit venir chez lui le père de la jeune fille, qui était un des notables habitants de la ville de Montpellier : « Monsieur, lui dit-il, si vous aviez connu les de-

voirs de la profession médicale, vous vous seriez épargné cette démarche; je ne sais pas si j'ai soigné le jeune homme sur lequel vous m'interrogez, je ne m'en souviens pas. Lors même que je m'en souviendrais, je ne pourrais vous en rien dire, car c'est un secret qui ne m'appartient pas et que je ne puis dévoiler. » Ces paroles augmentèrent l'anxiété du beau-père qui était déjà très-hésitant; aussi, lorsque Dempton vint chercher une solution, il lui répondit par des paroles évasives et lui parla de temporisation. Le jeune homme persuadé que Delpech l'avait desservi ou du moins avait parlé de la maladie dont il l'avait soigné, n'écoulant que son dépit et cédant à l'exaltation de sa nature méridionale, prit son fusil et alla attendre Delpech à un carrefour où il avait l'habitude de passer pour se rendre à sa maison de santé. Quand il le vit venir, il l'ajusta et tira un premier coup: puis, craignant de l'avoir manqué, il tira une seconde fois. Le cheval effrayé précipita sa course et alla s'arrêter à la porte de l'établissement qui lui était bien connu. Les gens de la maison ayant entendu la voiture et ne voyant pas sortir Delpech, vinrent à sa rencontre, et trouvèrent son cadavre ainsi que celui de son domestique renversés dans la voiture. Dempton s'était fait justice lui-même; mais la vie de ce fou furieux ne pouvait racheter celle du célèbre praticien qui couronnait par une belle mort une vie glorieuse et féconde. Nous tenons ces renseignements de M. Moquin-Tandon, fils du professeur qui prononça l'éloge du malheureux Delpech.

Le médecin peut quelquefois être consulté pour des cas bien singuliers, de nature particulièrement délicate, tel est celui qui fut soumis un jour à l'appréciation de l'illustre professeur Boyer. Un monsieur sur qui il avait pratiqué l'année précédente la castration double vint le trouver à son cabinet avec sa femme enceinte de six mois environ, et lui demanda si, malgré la mutilation qu'il avait subie à

la date d'un an, il pouvait en confiance se croire le père de l'enfant que sa femme portait dans son sein? Boyer comprit immédiatement qu'il tenait dans sa bouche le sort de ce ménage; l'attitude de la femme ne pouvait que lui confirmer l'importance du rôle qu'il allait jouer; elle tournait vers lui un regard suppliant; ses yeux disaient qu'elle avait été coupable, et en faisant cette confidence ils semblaient invoquer l'inviolabilité du secret. Boyer se mit rapidement à la hauteur de la situation, et se tournant d'abord vers le mari, dont le cas n'était malheureusement pas douteux. « *Oui, Monsieur*, lui dit-il, *cela peut arriver une fois*, puis revenant à la femme coupable, *mais une seconde fois, ça ne peut pas arriver*. Espérons que la femme comprit cette spirituelle et tout à fait morale restriction et qu'elle se tint pour prévenue que Boyer, qui une première fois n'avait point été sa dupe, ne consentirait pas à se faire à la seconde fois son complice.

Les considérations précédentes indiquent assez que le médecin comme *confident* des familles est tenu à un secret rigoureux, absolu, et dont l'observance fidèle fait l'honneur du corps médical. Mais comme *consolateur* des malades, comme ami de l'individu malade, en particulier, il est également astreint à l'obligation du secret. Nous n'hésitons pas à déclarer qu'à notre avis, un assassin, un parricide même, a des droits à notre discrétion lorsqu'il nous a fait appeler chez lui, pour lui donner les secours de notre art, et que c'est en lui donnant nos soins que nous avons découvert son crime, dont la connaissance est résultée pour nous des explications provoquées sur les circonstances qui ont rendu notre intervention nécessaire.

La règle inflexible qui doit toujours guider notre conduite, *en tant que médecin*, c'est que nous ne devons jamais nuire au malade qui réclame nos soins; il faut que celui

qui nous appelle pour soulager ses souffrances puisse assez compter sur notre discrétion pour se croire en sûreté, et qu'aux chances de la maladie ne vienne pas s'ajouter la crainte d'une dénonciation. Il faut qu'il nous sache obligé à cette discrétion par l'honneur ; il est même de notre devoir en pareil occurrence, de paraître ajouter foi aux explications que le malade invente souvent pour nous tromper ; sa tranquillité morale contribuera puissamment à son rétablissement.

Cette obligation du secret a été établie dans un intérêt général et sa violation blesse la société tout entière, parce qu'elle enlève à des professions sur lesquelles la société s'appuie la confiance qui doit les environner et seule les rend tolérables. Le médecin doit donc toujours être en garde contre toute intempérance de langage pouvant donner lieu à la divulgation de secrets acquis dans l'exercice de sa profession, mais surtout, car le danger est plus pressant et la défense moins grande, repousser par une fin de non-recevoir pure et simple toutes les questions insidieuses, toutes les insinuations multipliées à l'infini auxquelles ne manquent jamais d'avoir recours ceux qui veulent obtenir une confiance dans un intérêt personnel ou privé.

Et n'est-ce pas en effet une faute grave que de compromettre, par des révélations inopportunes sinon malveillantes, la réputation de la personne dont le secret est trahi ? N'est-ce pas détruire en elle une confiance devenue plus nuisible qu'utile et déterminer souvent ceux qui sont dans la même situation à mieux aimer être victimes de leur silence que de l'indiscrétion d'autrui ? Assurément, et c'est montrer des traîtres là où, par état, il semble qu'on ne devrait trouver que des bienfaiteurs et des consolateurs.

Plus on réfléchit sur la pensée morale traduite par cette

formule du serment, plus on demeure convaincu que l'obligation du secret, pour remplir complètement son but, doit être absolue, sans limites. Qui ne sait, en effet, que du jour où une doctrine plus faible serait acceptée, du jour où il serait dit et proclamé que des révélations, fussent-elles même admises par la loi, peuvent mettre à nu des plaies cachées, et initier le public à des confidences qu'une nécessité impérieuse avait seule arrachée à la douleur, l'exercice de la médecine perdrait le caractère sacré que chacun a besoin de lui savoir et de lui reconnaître. La crainte de révélations compromettantes pour l'honneur et l'avenir des familles, ces sentiments instinctifs de pudeur et de fausse honte qui font préférer la souffrance ignorée, quels qu'en soient les dangers, au soulagement qui ne serait acheté qu'au prix d'une désolante publicité, viendraient se placer entre le malade et les ressources de la médecine. Rarement consulté, car il n'apparaîtrait plus que sous l'aspect d'un dépositaire infidèle, le médecin ne pourrait plus offrir, même spontanément, les secours de son art. De quel droit, en effet, irait-il, même sous prétexte d'humanité, surprendre ce qu'on aurait voulu lui cacher ? De là une perturbation dont les conséquences seraient incalculables, au point de vue de la société et de la santé publique. « Entre le malade et son médecin, a dit M. l'avocat général Quesnault (affaire Saint-Pair), les confidences sur la cause de la maladie sont forcées, puisqu'elles peuvent mettre seules sur la voie de la guérison ; le dépôt des secrets du malade dans la conscience du médecin est donc un dépôt nécessaire ; la profession du médecin commande la confiance du malade, et quand le médecin a provoqué et reçu les épanchements de cette confiance, ce n'est plus par un sentiment ordinaire de délicatesse, c'est par le devoir de sa profession qu'il est obligé de garder le dépôt fait à raison de sa profession même. »

« La médecine est comme le sacerdoce : les devoirs qu'elle impose sont sacrés, quelquefois même implacables. D'un mot, vous pouvez retirer un ami d'un précipice, et vous ne pouvez le dire parce qu'il y a deux hommes en vous : l'homme du monde et le médecin ; le médecin, auquel on confie les plaies du corps, auquel on ne songe même pas à demander le secret, tant il est naturel ; auquel la mère raconte des choses à déshonorer deux fois sa fille, et sans crainte, sans hésitation, avec confiance, parce que cet homme peut la guérir, lui rendre la santé, la vie ; le médecin, enfin, auquel un homme criminel et fugitif vient apporter ses blessures sans prendre la peine de lui en cacher les causes, sans concevoir même la pensée qu'il puisse être trahi. Honneur à la profession qui inspire une telle confiance, mais honte et réprobation à ceux qui la trahissent ! » (D^r Curel, thèse de Strasbourg, 1867. — *Secret médical.*)

Deux mots sur ce que nous entendons par *discrétion professionnelle* ; elle consiste pour nous en une certaine fermeté d'opinion qui inspire confiance au malade, et en une sobriété de langage qui déconcerte les voisins ou les gardes-malades, lesquelles ne manquent jamais d'assaillir le médecin, le jeune surtout, de questions souvent fort embarrassantes et toujours inutiles. Dans l'intérêt d'une considération qui ne tarderait pas à être fortement ébranlée, le médecin doit s'abstenir de tout commentaire ou explication tendant à mettre les voisins ou connaissances « au courant de la maladie. » Si l'on est venu le chercher, c'est qu'il inspire confiance ; à lui de diriger, sans avis plus ou moins conforme, et pour le plus grand bien du malade, le cas qui lui est soumis. Dans cette conduite délicate, qui s'impose au médecin soucieux de sa réputation, et partant de sa légitime influence, deux excès sont également à éviter.

« Il est des médecins (Fallot, *Aperçu de la médecine dans*

ses rapports avec les maladies internes, p. 155), et c'est peut-être l'effet de la bienveillance de leur nature, qui, déguisant la gravité des cas, l'urgence du danger, prédisent imperturbablement une issue favorable; les démentis qu'ils reçoivent quelquefois des événements ne portent pas moins préjudice à leur considération qu'à leur fortune.

D'autres, par contre, ceux-ci par une fâcheuse disposition d'esprit, ce qui est un malheur, ceux-là par la suggestion d'un calcul, ce qui est mauvais, assombrissent toujours le tableau, exagèrent le péril et sèment autour d'eux les alarmes et les inquiétudes. Le malade succombe-t-il, le médecin est à couvert; il rappelle avoir prévu, avoir prédit la catastrophe, la maladie était au-dessus des ressources de l'art, il n'en a pas fait mystère; mais que faire contre un mal sans remède? Guérit-il, l'éclat du succès est d'autant plus brillant que la situation était plus sombre; c'est au talent du médecin, à l'habileté de son traitement qu'il faut l'attribuer. Aussi c'est lui qui en retire l'honneur et le profit.

Ce n'est pas ainsi qu'agit le médecin honnête et consciencieux. Tout en cachant au malade, pour ne pas aggraver sa situation par des émotions et des angoisses, les craintes qu'elle lui inspire, tout en ménageant la sensibilité de ceux qui lui sont unis par les liens du sang ou de l'amitié, il exprime son opinion avec loyauté et franchise, sans la moindre arrière-pensée d'intérêt personnel, n'excluant jamais de sa manifestation le langage de l'espérance, et y mettant la sage réserve d'un homme qui sait que l'avenir ne lui appartient pas, et que fou ou téméraire est celui qui l'engage. »

Une pareille conduite est toujours propre à sauvegarder l'indépendance du médecin au sujet du traitement qu'il peut et doit modifier, ou même changer complètement,

suivant la nature des indications qu'il recueille au cours de la maladie, et qui peuvent modifier son diagnostic ou le réformer. De cette façon il assurera, dans la mesure du possible, son infaillibilité, et c'est là chose importante, « car le malade qui ne reconnaît plus l'infaillibilité de son médecin, est une dévote infidèle au saint qu'elle honorait, dès lors plus de miracle..... »

SECONDE PARTIE

CHAPITRE PREMIER.

HISTORIQUE ET LÉGISLATION.

La morale flétrit comme coupable d'une mauvaise action celui qui trahit un secret. La faute s'aggrave sensiblement lorsque celui qui la commet est, par état, dépositaire des secrets ; sa profession devient alors un piège tendu à la confiance publique.

C'est là une vérité qui, dans tous les temps, a dû être comprise par les cœurs honnêtes, et dont était profondément pénétré, nous l'avons vu, l'oracle de la médecine ancienne et moderne, l'homme de génie que ses contemporains ont surnommé LE DIVIN VIEILLARD.

Dans le serment qui se trouve à la tête de ses ouvrages, Hippocrate s'engage à garder un silence absolu sur tout ce qu'il aura vu et entendu, soit dans le cours de sa pratique médicale, soit dans le commerce de la vie, si la divulgation n'en est pas convenable.

L'ancienne jurisprudence française avait même érigé ce devoir moral en obligation légale. (Voir les arrêts que nous rapportons plus loin.)

Un édit de décembre 1666, portant règlement pour la police de Paris, décide que « les maîtres chirurgiens seraient tenus de déclarer au commissaire du quartier les blessés qu'ils auraient pansés chez eux ou ailleurs, pour en être fait, par ledit commissaire, un rapport à la po-

lice. » Des ordonnances de police des 8 novembre 1780 et 4 novembre 1788 ont répété cette disposition. Des arrêtés de police des 4 pluviôse an xii et 25 mars 1816, ont tenté de la renouveler. Mais elle n'est plus applicable. Le Règlement de 1666 n'a jamais eu le caractère d'une loi générale à laquelle pût se référer l'art. 378 du Code pénal. Il est incompatible avec cet article, car son effet serait de l'abolir presque entièrement en ce qui concerne les médecins, dont il déshonorerait la profession; il y a lieu de le considérer comme abrogé par l'article dont il s'agit.

Jusqu'à la confection du Code de 1810, aucune disposition législative n'avait donné une sanction pénale à l'obligation du secret. L'article 378 du Code pénal a rempli cette lacune. Il est ainsi conçu : « Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, sages-femmes, et toutes autres personnes dépositaires, par état ou professions, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois, et d'une amende de 100 francs à 500 francs. »

Il résulte de cet article que quatre conditions sont nécessaires pour qu'il y ait délit de révélation de secrets. Il faut : 1° que celui à qui on l'impute soit par état ou profession dépositaire des secrets d'autrui; 2° qu'il ait effectivement révélé un secret qui lui avait été confié en raison de son état; 3° qu'il y ait eu de sa part volonté de le révéler; 4° que cette volonté ait été inspirée par l'intention de nuire.

Qu'est-ce qui doit être considéré comme un secret dans le sens de l'article 378 du Code pénal?

Il est bien manifeste que tous les faits parvenus à la connaissance de ceux qui remplissent un ministère de confiance ne sont pas des secrets.

Pour qu'il y ait secret, il faut qu'il s'agisse d'un fait confié aux personnes comprises dans l'art. 378, DANS L'EXERCICE DE LEUR PROFESSION. Toutefois si, à l'occasion de l'exercice de cette profession et par suite des soins qu'elles seraient appelées à donner, elles découvraient d'autres faits que ceux que la partie intéressée aurait entendu leur faire connaître, elles n'en seraient pas moins tenues, d'après certains auteurs, de garder le silence. Doit-on adopter les vues exprimées dans le *Journal général de médecine* ? — On y lit ce qui suit : « Un médecin appelé auprès d'une femme qui est menacée d'une fausse couche, explore l'état des parties génitales, il trouve une plaie au museau de tanche ; il examine et acquiert la conviction qu'un instrument piquant a été porté sur cette partie. Une tentative de provocation d'avortement, au moyen d'un instrument piquant, a été faite ; il n'en peut douter. Que faire ? IL N'EST PAS TENU AU SECRET PAR LA LOI, CAR ON NE LUI A RIEN CONFIE. Doit-il révéler ?... D'autres intérêts doivent alors le diriger : les intérêts de la société, ceux de la famille au milieu de laquelle il se trouve. Il demande formellement une explication sur la blessure profonde qu'il reconnaît. Si le crime a été commis par un médecin, une sage-femme, qui peut avoir souvent occasion de commettre de pareils crimes, et qui peut souvent le faire avec impunité, l'intérêt de la société exigerait qu'on dénonçât, sans hésiter, une pareille tentative. Une seule considération doit arrêter, c'est celle qui se tire de la position de la femme sur qui l'avortement a été tenté sans succès. Si la poursuite du procès doit déshonorer une femme jusque-là considérée, et que le désir d'échapper à la honte des suites d'une séduction soit la seule cause du crime, le médecin ne doit pas hésiter : le secret doit être gardé ; l'homme sage ne doit pas porter, à coup sûr, la honte, le malheur dans une famille hono-

nable, pour tâcher d'appeler sur la tête d'un misérable la vengeance des lois, à laquelle il peut être assez heureux pour échapper devant le tribunal, lorsque la victime n'échappera pas au déshonneur qui la suivrait partout. Le médecin qui se conduirait ainsi respecterait le secret du malheur, il faudrait le louer. Mais, s'il s'agissait d'une femme habituée au vice, rien ne l'arrêterait, il n'hésiterait plus à obéir au seul intérêt de la société ; il respecterait le secret qui lui serait confié, si on lui apprenait les détails du crime, car il n'est pas de puissance humaine qui puisse délier de l'obligation du secret contracté envers qui que ce soit ; mais il dresserait procès-verbal des lésions physiques qu'il reconnaîtrait et il l'enverrait à l'autorité, qui en agirait comme elle jugerait convenable. »

Mais à ces observations on a répondu : d'abord peut-on dire sérieusement que la femme qui a permis au médecin d'examiner ses parties génitales ne lui a rien confié ? car il est facile de comprendre qu'en se livrant à l'examen d'un homme de l'art, elle lui confie tout ce qu'il peut apprendre par les investigations auxquelles elle se prête. Une interprétation plus littérale de l'art. 378 favoriserait tous les faux-fuyants de la mauvaise foi. — D'un autre côté, peut-on admettre la distinction qu'on vient de lire entre les personnes qui n'ont fait qu'une faute et celles qui en ont commis plusieurs ; la confiance ne doit jamais être trahie, quelle que soit l'abjection de la personne de qui elle émane.

Au reste, il a été jugé que, lorsque c'est par des circonstances étrangères à leur ministère que les médecins, avocats, etc., ont été instruits des faits secrets, ils ne peuvent plus se dispenser d'en porter témoignage en justice. (Chambre criminelle, 14 septembre 1827.)

Il faut se garder de confondre la révélation avec la publication. Pour la calomnie, le Code pénal de 1810 exigeait la publicité comme condition principale du délit ;

mais il n'est pas de même à l'égard des secrets professionnels. La révélation peut donc résulter de la communication faite à une seule personne, même dans la plus grande intimité. Aussi soutient-on que le médecin qui avait fait à cet égard une confidence à sa femme, la sage-femme qui aurait fait des révélations à son mari, seraient punissables suivant l'art. 378 ; en admettant toutefois que c'est dans le dessein de nuire que la révélation a eu lieu.

Les mots SECRET ET RÉVÉLATION impliquent, d'ailleurs, que les faits qui donnent lieu à l'application de l'art. 378 ne sont pas déjà connus. Mais si, au contraire, ils avaient acquis la notoriété que produit, par exemple, une plaidoirie en audience publique, il est évident que ceux qui en étaient dépositaires se trouvent dégagés de toute responsabilité devant la loi pénale comme devant la loi civile.

Dans les délits comme dans les crimes, c'est l'intention que la loi punit. — Le fait prévu par l'art. 378 du Code pénal n'existe donc pas quand la révélation n'a pas été volontaire, mais le résultat d'une circonstance fortuite ; la réparation du dommage causé ne peut être poursuivie, dans ce cas, par la voie criminelle.

L'article 378 n'incrimine les révélations des personnes obligées, par état, à la loi du secret, que lorsqu'elles sont faites hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateur.

Un auteur, M. Trébuchet, pense que, si un médecin ne doit pas divulguer les maladies des personnes qu'il traite ou qu'il a traitées, IL NE PEUT SE TAIRE lorsqu'il reconnaît sur elles des traces d'empoisonnement ou de quelque autre violence criminelle, mais que seulement cette obligation peut être modifiée par celle de ne point porter publiquement le déshonneur dans les familles.

L'article 346 du Code pénal porte que toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, n'aura pas fait la

déclaration à elle prescrite par l'article 56 du Code civil sera punie d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 francs à 300 francs. Faut-il admettre qu'un médecin ou une sage-femme puisse s'affranchir de cette pénalité par le motif que ce serait dans l'exercice de leur fonction que le secret d'un accouchement leur aurait été confié? — Certains auteurs n'admettent pas qu'il en soit ainsi, car l'art. 346 du Code pénal a précisément en vue les naissances entourées de mystère. — Celles qui n'ont rien à redouter de l'éclat du jour sont déclarées sur la demande des parents, et il n'est pas besoin des menaces de la loi pénale pour les faire parvenir à l'officier de l'état civil. Dans tous les cas, il n'est pas douteux que la personne qui se serait conformée à l'article 56 du Code Napoléon et à l'article 346 du Code pénal, ne pourrait être punie en vertu de l'article 378 du même Code, comme coupable de révélation de secrets.

Il a été jugé : 1° que le médecin qui déclare à l'officier de l'état civil un enfant à la naissance duquel il a assisté en qualité d'accoucheur, n'est pas tenu de déclarer le nom de la mère qu'il affirme n'avoir connue que sous le sceau du secret ;

2° que l'obligation de déclarer la naissance imposée par l'article 346 du Code pénal à toute personne qui a assisté à l'accouchement, est remplie lorsque l'assistant a purement et simplement déclaré le fait matériel de la naissance, conformément à l'article 56 du Code civil ; le déclarant n'est pas tenu de donner en outre les indications exprimées par l'article 57 et par exemple de faire connaître le nom de la mère. — Qu'il en est spécialement ainsi à l'égard du médecin ou de la sage-femme chez lesquels l'accouchement a eu lieu, lorsqu'ils n'ont connu le nom de la mère qu'à raison de l'exercice de leur profession, et que l'article 378 du Code pénal leur impose le secret. Quant

à l'intention de nuire elle existe par le seul fait d'une indiscretion volontaire, sauf au prévenu à justifier qu'il n'avait pas cette intention.

Quoi qu'il en soit, il semble certain que l'on ne saurait imputer une intention méchante à celui qui ne révèle un secret que sur la demande même ou avec l'autorisation de celui qui le lui a confié.

En thèse générale, devant les jurisprudences ordinaires, tout citoyen doit son témoignage sur les faits dont il a connaissance ; ce devoir souffre exception en faveur des médecins, officiers de santé, sages-femmes, et de toutes personnes dépositaires par état des secrets d'autrui.

Cette exception est admise par tous, et elle se puise uniquement dans la loyauté, dans l'honneur, dans les lois de la conscience, dont les traditions, surnageant au-dessus des exigences de quelques textes du droit commun, ont pris place dans la jurisprudence.

CHAPITRE II.

DE LA RESPONSABILITÉ AU POINT DE VUE DU DROIT CIVIL.

L'exercice de l'art de guérir peut-il donner lieu à l'action en responsabilité? La loi romaine contenait, à cet égard, des dispositions formelles pour qui avait causé la mort d'un esclave, pour lui avoir à tort fait une amputation, ou pour lui avoir administré un remède mal à propos. Sous l'ancienne jurisprudence française, on voit le principe de la responsabilité admis par les tribunaux, en même temps que l'on trouve des décisions qui ont renvoyé les médecins des actions dirigées contre eux.

La législation nouvelle n'est pas plus explicite. La loi du 19 ventôse an II, sur l'exercice de la médecine, ne parle

de la responsabilité que pour un cas spécial; elle la fait peser sur l'officier de santé qui aura exécuté une grande opération chirurgicale hors la surveillance et l'inspection d'un docteur, s'il est arrivé à la suite des accidents graves. De cette disposition spéciale résulte-t-il que la responsabilité n'existe pas, dans les autres cas, pour les docteurs et les gens de l'art en général?

Le médecin qui agit dans les limites de son art, avec la conscience de son opinion et de la bonté de son système, disent en substance certains auteurs, n'encourt aucune responsabilité. La loi détermine les épreuves par lesquelles on peut acquérir le titre de docteur; mais elle ne soumet l'exercice de l'art de la médecine à aucun contrôle. Celui qui a obtenu des grades dans une Faculté de médecine possède une présomption légale de capacité que nul ne saurait lui contester. Comment imposer une responsabilité indéfinie dans l'emploi d'un art si souvent conjectural, et comment les tribunaux pourraient-ils se rendre juges d'un fait ou d'un traitement médical? Ainsi, l'exercice de la médecine, sous le point de vue scientifique, ne peut entraîner aucune responsabilité; d'ailleurs, aucune disposition légale ne la prononce. Les articles 1382 et 1383 du Code civil ne peuvent être appliqués aux médecins qu'en dehors de la question médicale et lorsqu'une faute grave ou une négligence peut leur être imputée. «Ainsi, le médecin qui ordonnerait un traitement ou ferait une opération en état d'ivresse serait responsable de ses suites; le chirurgien qui, après avoir fait une opération grave, se retirerait sans avoir posé l'appareil, l'homme de l'art qui commettrait, dans son ordonnance, une erreur matérielle dont les conséquences auraient été funestes au malade, ne pourraient échapper à la responsabilité légale. »

Il paraît aussi qu'en ce qui concerne les faits de science, le talent, l'appréciation médicale, un médecin ne saurait

être soumis à un recours et puni par cela seul qu'il se serait trompé. Mais, toutes les fois qu'en dehors de la question scientifique on reproche une faute au médecin, la responsabilité existe. Ainsi, il est évident que si l'homme de l'art a opéré en contrevenant à des obligations spéciales prescrites par la loi, il répond du dommage. En second lieu, la responsabilité ne peut faire de doute si le préjudice éprouvé est imputable à un fait étranger à l'art médical en lui-même ; par exemple, si des accidents se sont manifestés dans une maladie après l'abandon du médecin, sans motifs valables ; si la mort a suivi une opération faite par un chirurgien en état d'ivresse. Ce sont là des fautes de l'homme plutôt que des fautes du médecin. Bien plus, et alors qu'il s'agit de faits de pratique, il peut encore y avoir lieu à responsabilité si le médecin a agi avec légèreté, par exemple, s'il a, dans une ordonnance, commis une erreur matérielle, prescrit une substance au lieu d'une autre ; ou avec négligence, en omettant d'indiquer les précautions nécessaires pour l'administration des remèdes prescrits par lui ; ou avec imprudence, en faisant des prescriptions inusitées, des essais hasardés, circonstance dans laquelle les tribunaux doivent soigneusement s'appliquer à distinguer l'étourderie ou l'abandon d'un empirique de la noble confiance d'un savant ou d'un homme de génie, et ne pas oublier l'exemple du célèbre Laënnec, qui faillit être poursuivi pour l'emploi d'un traitement dont l'expérience a, depuis, démontré l'efficacité. Enfin, l'ignorance des procédés élémentaires de l'art est aussi une cause de responsabilité. C'est toujours l'appréciation du juge qui détermine, d'après les données générales que nous avons essayé d'établir, si le fait reproché a réellement le caractère de faute et suffit pour autoriser un recours contre le médecin ou chirurgien.

MM. Orfila, Briand et Chaudé admettent aussi la res-

ponsabilité des médecins, au moins dans les limites indiquées ci-dessus.

Conformément à ces observations, il a été décidé : 1° que l'accoucheur qui, sans nécessité évidente, ampute les deux bras de l'enfant pour opérer la délivrance de la mère, peut être condamné à des dommages-intérêts; 2° que les médecins sont, comme tous autres, responsables de leur négligence ou de leur faute grave, et que le médecin qui, pratiquant une saignée, a fait à l'artère brachiale une piqûre dont le résultat a été de rendre nécessaire l'amputation du bras, a pu être déclaré responsable de cet accident, arrivé à la suite de son opération, s'il est reconnu que cet accident est la suite de sa NÉGLIGENCE, de sa faute grave, et notamment de L'ABANDON dans lequel il a laissé le malade, en refusant de lui continuer ses soins lorsqu'il en était requis; 3° que, bien qu'en général ce qui est du domaine de la médecine ou de la chirurgie puisse être ordonné ou exécuté par l'homme de l'art, sans qu'on puisse lui reprocher le résultat de ses prescriptions, cependant, comme il y a dans l'exercice de la profession de médecin un certain degré d'ignorance ou de négligence qui ne saurait être permis, le médecin, reconnu coupable de faute lourde, inattention ou maladresse dans les soins donnés à un malade, doit, suivant l'appréciation du tribunal, être déclaré responsable des suites du traitement par lui pratiqué.

La question de responsabilité a encore été débattue dans une affaire assez récente. Un docteur avait soumis à l'action du chloroforme un malade auquel il devait faire une opération chirurgicale fort simple, mais qui demandait la plus parfaite immobilité de la part du patient. Dès les premières inspirations, celui-ci éprouva une asphyxie et tomba foudroyé. Poursuivi pour ce fait, le docteur avait été condamné par le tribunal correctionnel de la Seine, mal-

gré les témoignages des médecins les plus habiles, qui déclarèrent que l'emploi du chloroforme avait eu lieu avec toutes les précautions prescrites en pareil cas, et que l'accident arrivé était hors des prévisions de la science, bien qu'il se produise parfois (1 fois sur 2,000, selon le Dr Nélaton); mais sur l'appel, la Cour infirma ce jugement.

Si le médecin refuse de faire une consultation peut-il être déclaré responsable? Des jugements cités par M. Orfila ont repoussé une telle action.

Les mêmes controverses se représentent quant à la responsabilité des médecins au point de vue de la loi pénale : — sont-ils passibles de l'application des peines prononcées par les articles 319 et 320 du Code pénal contre quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence, inobservation des règlements, a involontairement écommis un homicide, ou en a été involontairement la cause, ou a fait des blessures à autrui? Cette question doit se résoudre d'après les distinctions qui ont été faites ci-dessus et par les mêmes considérations.

La jurisprudence, adoptant en effet la distinction dont nous venons de parler, décide d'une part : 1° que l'officier de santé qui, en saignant un malade, atteint l'artère brachiale, doit être puni conformément à l'article 320 du Code pénal si la gangrène, s'étant mise au bras, par suite non-seulement de la maladresse avec laquelle l'opération a été faite, mais pour n'avoir pas employé les moyens que l'art prescrivait, l'amputation est devenue nécessaire (M. Orfila, dans son *Traité de médecine légale*, n'approuve pas cette décision); 2° que le médecin qui prescrit à un malade une potion dans laquelle entraient 4 grammes de cyanure de potassium, et dont l'effet a été l'empoisonnement du malade dès la première cuillerée, doit être condamné comme coupable d'homicide involontaire; 3° que l'article 29 de la loi du 19 ventôse an II, qui déclare l'officier de santé

responsable, indépendamment de toute faute ou maladresse, des suites d'une grande opération chirurgicale accomplie par lui sans l'assistance d'un docteur en médecine, ne doit pas être considéré comme le cas unique de responsabilité médicale, et qu'il ne s'oppose nullement à l'application des articles 319 et 320 du Code pénal aux médecins coupables d'imprudence ou de négligence dans l'exercice de leurs fonctions; 4° et d'autre part, que les tribunaux ne doivent prononcer des peines portées par ces articles qu'autant qu'il est évident, pour tout homme de bon sens, qu'il y a eu, de la part du médecin, faute lourde, maladresse visible, impéritie, et qu'ils ne peuvent se rendre juges des théories, des opinions ou des systèmes; 5° enfin, qu'un médecin ne peut être déclaré coupable d'homicide par imprudence pour avoir causé la mort d'un de ses clients par un médicament prescrit à tort et sans une connaissance assez exacte de l'état du malade, lorsqu'il n'est point établi que la mort soit due à ce médicament.

On est obligé d'approuver cette jurisprudence; on ne concevrait pas que le diplôme devînt pour les médecins un brevet d'irresponsabilité absolue. Sans doute, il pourra être quelquefois difficile de tracer la limite où devra s'arrêter une pareille responsabilité; c'est au juge d'apprécier avec une grande modération des questions aussi délicates.

CHAPITRE III.

DES ASSURANCES SUR LA VIE; LIMITES DANS LESQUELLES LE MÉDECIN DOIT SE TENIR.

« Une louable défiance est l'attribut du sage. »

Sans être d'une importance capitale, ce point particulier de la question du secret mérite toute l'attention du

corps médical. Tout ce qui touche à la vie de l'homme intéresse le médecin. Il est juste qu'il soit appelé à formuler un avis qui pourra être favorable ou défavorable, mais dont le caractère absolu sera d'être strictement conforme à la vérité, en tant que l'expression de cette vérité sera conciliable avec les prescriptions d'une conscience droite et éclairée, juge suprême dans toutes ces questions où l'intervention de l'art. 378 du Code pénal ne saurait être directe ou immédiate. Ces transactions, dont le but est très-honorable et les résultats fort avantageux à ceux qui en profitent deviennent très-fréquentes. Les choses se traitent ouvertement, et les parties contractantes ne sauraient arguer de telle ou formalité dont l'exécution répugne ou surprend. D'avance les clauses et conditions sont connues, les garanties doivent être échangées. Toute personne qui désire contracter une assurance sur sa vie est préalablement informée des obligations à remplir à l'égard de la Compagnie sur laquelle son choix s'est arrêté. Dès lors cette personne consent à se soumettre à une visite médicale et à fournir un certificat constatant l'intégrité de sa santé. En l'état, le consentement de la personne étant assuré, rien ne s'oppose à ce que le médecin délivre un certificat, expression complète de la vérité. Nous ne saurions trop répéter que le médecin est tenu au secret le plus absolu pour les faits de sa profession concernant des clients, mais, dès que ces clients le délient eux-mêmes de cette obligation, il doit, surtout dans ce but, qui est de favoriser une transaction honorable et avantageuse pour eux, formuler son avis en toute liberté et ne s'inspirer que de la nécessité pour tout homme d'obéir à la loi morale, à la vérité. Il est certain que les prescriptions de l'art. 378 du Code pénal ne sauraient justifier un refus de la part du médecin. Qu'à de commun cette révélation qui suppose toujours chez

son auteur l'intention de nuire avec cette constatation médicale complète, il est vrai, mais bienveillante au fond, sinon dans la forme, sollicitée par le client lui-même pour la conclusion d'une transaction estimée avantageuse? Il est évident que l'art. 378 n'est nullement applicable au médecin qui délivre un certificat à son client, sur sa propre demande, dans le but pour ce dernier de contracter une assurance sur sa vie. Il n'y a point préjudice causé, il n'y a donc point délit.

Voici du reste les considérations très-judicieuses que ce sujet a inspirées à M. le D^r Legrand du Saulle, et que je retrouve dans la *Gazette des hôpitaux*, du 17 octobre 1867 :

« Mais, cet art. 378 est-il donc aussi absolu, aussi impératif qu'on l'a cru? Les conditions du secret médical sont-elles assez bien définies pour qu'en toute circonstance le médecin doive se condamner fatalement au silence, alors même que ce silence est préjudiciable aux intérêts bien compris de son malade? En aucune façon, et si, en thèse générale, le secret est obligatoire dans un certain nombre de cas très-graves et susceptibles d'entraîner une lourde responsabilité, il n'en est pas moins vrai que, *sur la demande formelle et écrite* de notre client, nous pouvons déclarer dans un certificat confidentiel la plupart des choses qu'il importe de savoir. Sur ce point, le médecin ne doit prendre pour guide que son savoir, et pour conseil que sa conscience. Tout engagement souscrit d'avance dégénère en entrave, et toute entrave est incompatible avec la liberté d'action. »

D'ailleurs, ce n'est pas dans les circonstances favorables que surviennent les difficultés : qui donc pourrait être froissé d'avoir donné lieu à un certificat qui n'est en somme qu'un brevet de longue vie? Mais les embarras peuvent commencer là où il y a insuffisance de garanties,

alors que le certificat du médecin, pour être l'image de la vérité, contient des restrictions qui peuvent faire repousser la demande d'assurance. Nous n'avons pas à nous occuper du cas où le client lui-même sollicite un certificat. En lui donnant connaissance de la teneur, le médecin le prévient des conséquences que peuvent entraîner les réserves qu'il a dû noter. Le client doit subir le certificat dans son intégrité ou s'en passer. S'il consent à passer outre, le médecin, toujours soigneux de sa considération et jaloux de sa dignité, exigera en retour *une demande formelle et écrite* de son client.

Si le consentement du client est toujours absolument nécessaire pour que le médecin délivre un certificat, il existe néanmoins certains cas particuliers où, malgré l'assentiment d'un client plus avide que scrupuleux, le médecin doit se récuser et s'abstenir. Nous ne devons jamais compromettre le but de haute moralité de nos fonctions qui ne doivent s'exercer que dans l'intérêt des familles et de la société. Notre conscience appréciera la nature et l'opportunité de certaines révélations, qui intéressent, non plus l'honneur d'un individu, mais la considération d'une famille ou la morale publique. Il va de notre dignité de repousser toute complicité dans des faits où l'intérêt privé d'un simple particulier se trouve en désaccord avec le respect de la famille ou de la société. L'énumération de ces cas serait inopportune; la conscience éclairée du médecin en fera justice chaque fois que l'un d'eux se présentera à son observation.

L'opinion du médecin consulté devrait toujours être formulée dans les termes dont il est seul en situation d'apprécier la convenance. Et à ce propos, il y aurait peut-être avantage pour les compagnies, et dans tous les cas sécurité pour le médecin, à voir disparaître ce ques-

tionnaire contre lequel protestent un grand nombre de praticiens distingués.

Tel est l'avis compétent de M. le D^r Legrand du Saulle : « Je crois, dit-il, pour ma part, que les compagnies d'assurances ont le tort de poser elles-mêmes leurs questions, quelque réduit que soit leur dernier questionnaire, et de s'y prendre de telle façon qu'il n'est pas toujours facile de répondre. Qu'elles modifient la rédaction du certificat, qu'elles laissent chaque praticien libre de formuler son opinion, et alors l'intervention du médecin ordinaire aura parfaitement sa raison d'être. »

Le cas qui doit nous occuper plus particulièrement est celui où un tiers, une compagnie d'assurances, nous invite à donner sur un de nos clients les renseignements indispensables pour la conclusion d'une affaire.

Le médecin prudent doit s'entourer de quelques sages précautions avant de délivrer le certificat obligatoire. Avant de répondre au questionnaire qui lui est soumis, il doit donner avis de l'enquête à son client et se munir de son consentement. Comme précédemment, il doit l'informer bien exactement des inconvénients qu'offre une telle démarche, entreprise dans des conditions tout à fait défavorables. Il est convenable d'exposer au client dans quels termes est conçu le questionnaire et les réponses auxquelles sa santé donne lieu; l'avertir en un mot qu'en conscience on est obligé d'exposer l'état de santé sous son jour exact, quelque défavorable qu'il soit.

Lorsque ces explications loyales ont été données, le médecin, muni du consentement écrit de son client, délivre le certificat demandé par la Compagnie d'assurances. Dans le cas au contraire où le client montrerait de la répugnance à approuver un certificat trop fidèle, où il réclamerait le silence sur telle ou telle particularité importante, où même il chercherait à dissimuler un fait connu

du médecin, mais seulement comme médecin, c'est-à-dire dans le cours de soins donnés précédemment, le médecin qui ne doit jamais subir la moindre contrainte dans l'exposition de la vérité, ne jouissant plus d'une liberté morale suffisante, repousse les réserves de son client et refuse de délivrer le certificat médical. N'ayant pas l'autorisation de son client, il ne répondra point aux questions de la compagnie, pour ne pas encourir une action judiciaire en réparation de dommages. Car, dans ce cas, la conduite du médecin serait mise en suspicion et sujette à contradiction. Il aurait à courir les clauses aléatoires d'un procès en diffamation. Si, malgré l'honnêteté de ses intentions, il venait à perdre son procès, ce serait un rude échec pour sa considération. Dans tous les cas, une atteinte grave serait portée à sa dignité, même après avoir gagné son procès.

Le médecin, fidèle à la conduite que nous venons de tracer, ne court aucun péril du côté du client si celui-ci a donné son consentement et n'encourt aucune responsabilité envers les compagnies, puisque d'après un arrêt de la Cour de Paris, du 13 décembre 1851 « le médecin est toujours mis hors de cause; car, d'après la jurisprudence actuelle, une Compagnie d'assurance sur la vie ne peut être admise à faire la preuve qu'au moment de l'assurance l'assuré était atteint d'une maladie grave connue de lui et de sa famille, et que l'assurance n'a été que le résultat d'une combinaison frauduleuse, consentie entre lui et sa famille. »

Cependant, M. le Dr Moutard-Martin s'exprimait ainsi au sein de la Société médicale du 2^e arrondissement de Paris : « Vous comprenez que l'action individuelle ne peut rien en pareille matière et qu'il faut une règle commune à tous; en effet, l'un de nous refusera tous les certificats demandés, son voisin les donnera; de là, colère du client,

abandon du médecin, parce qu'il a fait son devoir ; mais nous serions bien forts si nous pouvions répondre à nos clients :

Je vous refuse le certificat demandé par la Compagnie, parce que nous tous médecins de tous les arrondissements de Paris, nous avons pris l'engagement les uns vis-à-vis des autres et dans votre intérêt de ne pas donner de pareils certificats.

La proposition du D^r Moutard-Martin fut adoptée à l'unanimité (*Union médicale*, 11 mars 1862).

Dans un remarquable article publié dans les *Annales d'hygiène et de médecine légale* (avril 1866, p. 427), M. le professeur Tardieu, tout en admettant que les compagnies devraient en toute occasion renoncer à l'avis du médecin particulier de l'assuré et se contenter de la visite et du jugement de leur propre médecin, s'exprime ainsi :

« La déontologie médicale ne peut, en aucun cas, se formuler en articles de règlement, et nous n'accepterons jamais que le vote d'une majorité puisse imposer une règle absolue de conduite, là où chacun ne se doit laisser guider que par les plus délicates inspirations de la conscience. »

M. le professeur Tardieu, s'appuyant sur l'arrêt précité, pense, et nous le pensons aussi, que les compagnies dans leurs transactions, doivent agir à leurs risques et périls.

En résumé, lorsque, dans une affaire d'assurance sur la vie, soit directement, soit par la voie des agents de la compagnie, un client demande à son médecin de lui délivrer un certificat médical ou de répondre au questionnaire de la Société, ce médecin, sous les réserves et sous les conditions que nous avons indiquées, peut en toute liberté accéder à cette demande et fournir tous les renseignements nécessaires.

CHAPITRE IV.

DES DÉCLARATIONS DE NAISSANCE.

Dans le but de constater la naissance d'un enfant et d'assurer sa filiation, la loi a prescrit les formalités suivantes : « Les déclarations de naissance seront faites, dans les trois jours de l'accouchement, à l'officier de l'état civil du lieu de l'accouchement; l'enfant lui sera présenté (C. Nap., art. 55). La naissance de l'enfant sera déclarée par le père, ou, à défaut du père, par les docteurs en médecine ou en chirurgie, sages-femmes, officiers de santé ou autres personnes qui auront assisté à l'accouchement; et lorsque la mère sera accouchée hors de son domicile, par la personne chez qui elle sera accouchée. L'acte de naissance sera rédigé de suite, en présence de deux témoins (art. 56). L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure et le lieu, le sexe de l'enfant et les prénoms qui lui seront donnés; les prénoms, noms, professions et domicile des père et mère, et ceux des témoins.» (art. 57.)

« Toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, n'aura pas fait la déclaration à elle prescrite par l'art. 56 du Code civil et dans les délais fixés par l'art. 55 du même code, sera punie d'un emprisonnement de six jours à six mois, et d'une amende de 16 francs à 300 francs (C. pén., art. 346), sauf l'admission de circonstances atténuantes, aux termes de l'art. 463 du Code pénal et de la loi du 28 avril 1832. »

La Cour de Rouen a décidé que l'accoucheur n'est tenu de faire la déclaration qu'en cas d'absence *complète* ou d'empêchement absolu du père. (*Gazette des Tribunaux*, 17 janvier 1836.)

Le docteur Delfau (de Collioure) donne l'interprétation

suivante de l'art. 56, et nous engageons nos jeunes confrères à ne point se départir des devoirs qu'il résume ainsi : « Dans le cas de la présence du père, du père légal (et cette distinction est essentielle), l'enfant d'une femme mariée ne pouvant être inscrit comme né d'elle et d'un autre que son mari » (Besançon, 4 avril 1808), c'est à celui-ci qu'incombe d'abord l'obligation de la déclaration de la naissance de l'enfant ; il n'y a aucun doute à cet égard. En cas de négligence ou d'omission, celui-ci *seul* est passible de la peine. A son défaut, c'est-à-dire, lorsqu'il est absent ou empêché, c'est le médecin qui a assisté à l'accouchement que ce soin regarde. Malgré l'énumération des « *autres personnes* » faite par l'art. 56 du Code civil, il ne doit s'en rapporter aucunement à autrui pour l'accomplissement de cette charge. Il doit avoir soin, avant l'expiration du délai réglementaire, de s'assurer si cette déclaration a été faite, et, dans le cas contraire, la faire lui-même. Cette précaution néanmoins, jusqu'à ce que la jurisprudence soit définitivement fixée sur ce point, il doit la prendre alors même que le père est présent. »

Il semble que le médecin doit toujours déclarer le lieu où s'est effectué l'accouchement. Cette disposition a sans doute été prise afin que les enfants ne puissent se soustraire à l'obligation du service militaire et aussi pour faciliter l'envoi en possession d'état de l'enfant dans le cas fortuit où celle-ci viendrait à être contestée. Dans tous les cas cette formalité ne saurait être gênante et n'atteint nullement la conscience du médecin forcé de faire cette déclaration. Il n'en est pas de même pour les autres prescriptions de l'art. 57 et notamment pour le nom de la mère. Le médecin qui ne connaît l'accouchement et le nom de la mère qu'en sa qualité de médecin et sous le sceau du secret est-il obligé de faire une déclaration détaillée ? L'art. 378 du Code pénal qui, non-seulement, permet aux

médecins de garder les secrets qui leur sont confiés dans l'exercice de leur profession, mais encore leur défend, sous une peine déterminée, d'en faire la révélation, doit inspirer leur conduite et leur est un instrument de défense en cas de prétentions mal fondées de l'officier de l'état civil. Le médecin qui refuse de livrer le nom d'une accouchée qu'il n'a reçu que sous le sceau du secret, use d'un droit absolu, bien plus accomplit un devoir impérieux dicté par la conscience et sanctionné par la loi.

Le tribunal correctionnel de la Rochelle (16 avril 1843) a jugé dans le sens de cette opinion. Il appert de ce jugement « qu'un médecin n'est pas tenu de déclarer à l'officier de l'état civil les noms des personnes ou tout au moins de la mère, quand ils lui ont été confiés sous le sceau du secret ; que dès lors, l'officier de l'état civil doit recevoir la déclaration du médecin telle qu'elle lui est faite. » (Dr Curel, Thèse, Strasbourg, 1867.)

Voici les termes de ce jugement, que nous empruntons à la *Gazette des Tribunaux* :

« Attendu qu'aux termes des art. 55 et 56 du Code civil, toute personne qui a assisté à la naissance d'un enfant doit, dans les trois jours de l'accouchement, en faire la déclaration à l'officier de l'état civil du lieu ;

« Qu'aux termes de l'art. 346 du Code pénal, toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, ne fait pas la déclaration prescrite par les articles précités, se rend passible de peines correctionnelles ;

« Qu'il suit de là que le médecin qui a assisté à la naissance d'un enfant et ne le déclare pas en temps utile, encourt les peines dont il vient d'être parlé, à moins qu'il ne se trouve dans un cas exceptionnel prévu par la loi ;

« Attendu qu'aux termes de l'art. 378 du Code pénal, tout médecin qui révèle un secret dont il est devenu dépo-

sitaire, à raison de l'exercice de sa fonction, se rend également passible de peines correctionnelles ;

« Qu'ainsi le cas où un médecin n'a connu la mère d'un enfant nouveau-né que sous le sceau du secret et à l'occasion de l'exercice de sa profession, est un cas d'exception légale, où il lui est non-seulement permis, mais encore enjoint de garder le secret qui lui est confié ;

« Que la loi ne peut pas avoir entendu punir d'un côté comme délit le silence qu'elle prescrit d'un autre côté comme devoir ;

« Attendu que vainement prétendrait-on que la disposition de l'art. 378 renferme une restriction qui replace les médecins sous la prescription générale de l'art. 56 du Code civil ;

« Que le mot *dénonciation* dont se sert l'art. 378 et l'exposé des motifs qui en ont déterminé l'emploi, indiquent assez que le silence ne cesse d'être obligatoire pour les médecins que lorsqu'ils sont confidents d'un crime intéressant le salut public, ce qui ne peut s'appliquer à la déclaration prescrite par l'art. 56 du Code civil ;

« Attendu que la nécessité du secret à garder par le médecin, en matière d'accouchement, repose tout à la fois et sur les dispositions de la loi civile et sur l'intérêt de la morale publique ;

« Qu'il est, en effet, des naissances dont le législateur n'a pas voulu qu'on pût révéler l'origine, parce que cette révélation, sans profit pour les enfants, ne serait qu'une cause de scandale, de perturbation pour la société, de malheur et de honte pour les familles ;

« Attendu, en fait, que le 26 décembre 1832, Mallet a assisté à la naissance d'un enfant, qu'il est affirmé par lui, et les circonstances de la cause ne permettant pas que ce fait, non contesté par le ministère public, soit révoqué en doute, qu'il n'a eu connaissance de l'accouchement qu'en

sa qualité de médecin, et à la condition de garder le secret sur le nom de la personne accouchée ;

« Qu'il est encore établi que, dans les trois jours de l'accouchement, Mallet s'est présenté devant l'officier de l'état civil, assisté de deux témoins et a déclaré le fait de la naissance de l'enfant, en refusant, sur les interpellations de l'officier de l'état civil, de faire connaître le nom de la mère ;

« Qu'il s'est ainsi conformé, autant qu'il était en lui, aux prescriptions de l'art. 56 du Code civil, en conciliant les devoirs de sa profession avec ceux que la loi impose à tous les citoyens en pareille matière, et qu'il n'a pas dès lors encouru les peines portées par l'art. 346 du Code pénal ;

« Le Tribunal le renvoie des fins de la plainte sans frais. »

Le ministère public a interjeté appel de ce jugement.

M. Mallet s'est adressé à l'Association des médecins de Paris pour réclamer son appui dans une cause qui intéresse au plus haut degré l'exercice de la profession médicale. L'Association, présidée par M. Orfila, a sollicité, dans cette circonstance, de son conseil judiciaire, une consultation qu'elle a soumise à la Cour de cassation.

La Cour de cassation, dans son audience du 16 septembre 1843, déclara que le sieur Mallet n'avait point contrevenu aux dispositions des art. 346 du Code pénal et 56 du Code civil, et, par ces motifs, rejeta le pourvoi.

Ainsi donc, le médecin ayant donné ses soins à une femme inconnue, ou désirant rester inconnue, n'a point mandat pour rechercher un état civil que la mère veut dissimuler par honte et par crainte de scandale. Il doit respecter les scrupules d'une mère qui aime mieux mettre son enfant sous la protection de l'état qu'introduire dans sa famille le fruit illégitime d'une faute cachée. Elle re-

pousse pour son enfant un état civil usurpé, elle ne veut pas profiter d'une paternité qui est écrite dans la loi, et contre laquelle proteste sa conscience. Le médecin doit déclarer à l'officier de l'état civil qu'il est né dans tel village, tel jour, à telle heure un enfant du sexe masculin ou féminin à qui il donne tels prénoms, de père et mère *inconnus*.

Au début de ma carrière médicale, je fus appelé, comme accoucheur, auprès d'une femme mariée, vivant éloignée volontairement de son mari depuis une dizaine d'années.

Cette femme avait de son mari une enfant âgée d'une douzaine d'années qui vivait avec elle. Je l'accouchai d'un garçon qu'elle me déclara être le fruit d'un commerce adultérin. Elle aurait pu, trompant ma bonne foi, et pour condescendre aux désirs de son amant, me donner le nom de ce dernier, afin que l'enfant portât le nom de son père de fait et non de droit.

Elle m'avoua qu'ayant consulté un avocat, elle connaissait l'impossibilité d'une telle déclaration : « L'enfant d'une femme mariée ne peut être inscrit comme né d'elle et d'un autre que son mari (Besançon, 4 avril, 1808). D'un autre côté, elle ne pouvait déclarer son enfant sous son nom de fille : « En l'état de mariage, il n'y a point de bâtards ; » elle m'avoua qu'elle désirait que son enfant fût déclaré né de père et mère *inconnus*. Je dois reconnaître que l'idée de priver cet enfant d'un état civil qui lui appartenait légalement m'inspirait une appréhension bien vive. Le secret pesait bien lourdement sur mon inexpérience. Qu'allait devenir cet enfant abandonné dès sa naissance et sans droits pour l'avenir ?

« La recherche de la maternité est interdite lorsqu'il s'agit d'enfants nés d'un commerce adultérin ou incestueux » (art. 335, 341 et 342 du Code civil).

Je sentais ma responsabilité grande et je cherchai quel-

que précédent qui pût guider ma conduite. Je trouvai deux arrêts de la Cour de cassation rendus le 1^{er} juin 1844, dans lesquels la cour suprême décide que « l'obligation de déclarer la naissance imposée à toute personne qui a assisté à l'accouchement est remplie par la déclaration du fait matériel de la naissance, sans autre indication. »

Je portai donc ma déclaration à l'officier de l'état civil, telle qu'elle m'avait été imposée par la mère.

Peu de temps après j'appris que cette femme était partie, laissant son enfant aux soins d'une nourrice qui vint me confier ses appréhensions à l'égard de l'avenir de cet enfant. Je les trouvais bien légitimes, et j'éprouvai de nouvelles craintes sur l'opportunité de ma conduite. Sans doute l'obligation du secret médical me protégeait, mais les auteurs étant muets sur ce cas particulier, j'étais quelque peu effrayé à l'idée que cet enfant pourrait revendiquer plus tard un état civil dont il avait été privé par le fait de ma déclaration. J'en référerai au parquet d'Évreux, et je reçus bientôt une réponse qui dissipa tous mes doutes.

« Dans le cas que vous avez soumis à la compétence de M. le procureur de la république, il vaut mieux déclarer l'enfant de père et mère inconnus. »

La conduite à tenir en pareilles circonstances est donc toute tracée : elle est absolument conforme à l'obligation du secret médical en matière d'accouchements.

En résumé, l'accoucheur peut et doit, en présence de l'officier de l'état civil, toujours astreint à recevoir la déclaration telle qu'elle est faite, sauf recours, peut et doit taire le nom de la femme qui a réclamé ses soins et confié à son honneur le secret d'une filiation qui la couvrirait de honte et porterait le trouble dans une famille jusque-là respectée. « En présence d'une mère qui, pour cacher une faute, cherche à rompre les liens qui l'attachent à son enfant, la loi a cru devoir prendre l'enfant sous sa protec-

tion; en imposant à toute personne qui a assisté à l'accouchement l'obligation de déclarer la naissance, elle a pour but de couvrir l'enfant de sa protection » (arrêt de la Cour d'Angers, 18 novembre 1850).

Tous les principes de la matière sont admirablement résumés dans ce jugement de la Cour d'Angers, et l'on peut considérer la jurisprudence comme fixée à cet égard.

CHAPITRE V.

DE LA QUESTION DES MARIAGES.

La question du mariage est, sans contredit, une des plus importantes et toujours des plus délicates. Nous l'étudierons avec tout le soin dont nous sommes capable, car c'est une de celles qui se présentent le plus souvent. Peu de médecins, en effet, qui n'aient été aux prises avec elle, pour leur plus grand embarras, et sa difficulté est telle que nous rencontrerons bien des opinions diverses; les uns partisans du *secret restreint*, les autres ne voyant de refuge que dans le *secret absolu*.

Ce point si important a été discuté longuement et savamment en 1863, au sein des sociétés médicales d'arrondissement de Paris, et l'on n'est point parvenu, malheureusement, à établir une entente générale, à formuler une règle de conduite uniforme et invariable. N'est-ce point qu'en ces matières la conscience est le meilleur et le seul guide, et qu'il est bien difficile, en effet, de régler par des dispositions générales une intervention sollicitée dans des cas qui ne sont jamais identiquement les mêmes? Le cœur de l'homme, a-t-on dit, est ondoyant et divers; défions-nous du nôtre, et surtout de celui des autres.

Nous commençons par l'opinion de M. Latour; elle a été vivement combattue; elle méritait d'ailleurs, dans l'état actuel de la société, les critiques nombreuses dont elle a été l'objet.

« Le mariage, dit M. Latour, est par-dessus tout et au premier chef une question sociale. Or, dans nos convictions et aux yeux de tous ceux qui comprennent la grandeur et la dignité de la médecine, la médecine doit tendre à devenir une science sociale, une profession sociale; ce ne doit pas être seulement un art bienfaisant, mais encore et surtout une magistrature de famille. »

Nous ne saurions accepter sans conteste cette belle théorie sur le rôle social et le caractère sacerdotal du médecin.

M. le Dr Brochin, répudiant à juste titre cette conception ambitieuse, quoique bien séduisante, fait ressortir l'importance réelle du rôle vrai que le médecin a à remplir dans la société, en tant qu'il résulte des services mêmes qu'il rend journellement à l'humanité dans l'exercice de sa profession, et il trouve cela suffisant.

« Mais vouloir élever plus haut encore ces légitimes et assez belles prétentions, en faisant de la médecine une sorte de sacerdoce, et sous le prétexte que le médecin n'a pas seulement en vue l'individu, mais qu'il a en quelque sorte la tutelle de l'espèce elle-même, le mettre pour ainsi dire au-dessus de la loi, afin de mieux assurer sa haute mission, c'est, nous le craignons bien, s'exposer à un danger plus grave encore que celui que nous signalions tout à l'heure (laisser consommer une union qu'on sait devoir devenir funeste à une famille entière), et compromettre bien plus que servir les intérêts de notre profession. »

Que la médecine tende à devenir une science sociale, rien de mieux sans doute, et nous estimons qu'elle l'est déjà. Tous les jours, en effet, le médecin est consulté sur

les épidémies, sur les questions d'hygiène et de salubrité publiques. Mais nous ne pensons pas que, dans un intérêt même social, le médecin se fasse un devoir, s'octroie le droit de divulguer les secrets de famille. Cette opinion, trop absolue, ne saurait être la nôtre.

Pour les partisans du secret absolu, le médecin qui désigne la maladie de son client, lui porte préjudice ; il nuit à ce client qui s'est fié à sa discrétion, qui lui a fourni, par ses renseignements, par ses confidences et en découvrant devant lui toute sa personne morale et physique, le moyen de lui nuire aujourd'hui. On pourrait citer de nombreux exemples où le médecin a eu à se repentir des réponses confidentielles faites sur la santé de son client, où il ne lui a été tenu aucun compte du mobile honorable qui l'a guidé. Pour eux, le rôle du médecin doit se borner à agir sur le cœur de son client. Son devoir est d'user de la légitime influence qu'il a su acquérir sur lui pour le dissuader de contracter une union qui peut avoir de fâcheux résultats dans l'avenir, et être pour lui une source de chagrins et de remords. Ainsi, un médecin traite une jeune personne atteinte d'une affection cutanée ou d'autres affections qu'on ne voit pas ; il sait qu'on va la marier, et l'homme qu'elle doit épouser est son proche parent, son ami, doit-il l'en informer ? Eh bien ! non. Ou bien encore ce sera une jeune fille dont personne ne connaît la faute et qui est sur le point de se marier avec un homme qui la croit sage et vertueuse. Obligation au silence ! Il ne peut qu'éclairer la femme sur l'indignité de sa conduite, chercher à la ramener à des sentiments d'honneur et lui faire entrevoir surtout l'avenir qu'elle se prépare avec un homme qu'elle aura si audacieusement trompé.

M. Dechambre, dans la *Gazette hebdomadaire*, s'est rangé à l'opinion du secret absolu en se fondant sur ce que « la prescription légale est impérative, qu'elle ne comporte ni

exception, ni alternative, et qu'on ne saurait s'y soustraire sous prétexte qu'il n'y aurait pas toujours secret confié, toute communication faite par un malade à son médecin constituant, par sa nature, un dépôt nécessaire, partant un secret. »

M. Sales-Girons, dans la *Revue médicale*, s'est également prononcé pour le secret absolu, en partant de ce principe « qu'il importe d'abandonner le moins possible le médecin à l'individualisme absolu de sa conscience, et qu'il faut prévoir pour celui qui ne saurait pas toujours user pour le mieux de son libre arbitre, et régler pour celui qui n'aurait pas la balance de son jugement toujours suffisante; en un mot qu'il faut, dans des circonstances aussi-difficiles, soustraire le médecin aux incertitudes de sa propre appréciation. »

Voilà certes une doctrine claire et d'une application facile. Le secret absolu et impératif sans réticences ou faux-fuyants. Le médecin doit se taire toujours et quand même, dût son cœur saigner dans maintes circonstances où il aura vu échouer « l'autorité de son savoir, la confiance dont il est investi, l'affection pour son client dont il refuse de faire connaître l'état et à qui il aura montré les périls de la situation dans laquelle il va s'engager, en un mot les mille expédients que peuvent lui susciter, en pareil cas, sa prudence éclairée et sa légitime sollicitude pour les intérêts qui lui sont confiés et ceux non moins sacrés qu'ils mettent également en cause. »

Le Dr Brochin, après avoir profondément étudié la question, se demande s'il est permis de garder en toute occasion le silence, en s'abritant derrière les prescriptions de la loi. « Rien de plus simple, en effet, au premier abord, que de se soustraire aux difficultés de la situation en s'abritant derrière les prescriptions de la loi et d'opposer

aux questions indiscrètes les fins de non-recevoir que fournit le Code.

« Mais l'article 378 est-il aussi impératif et aussi absolu qu'on paraît le croire? Les conditions du secret médical sont-elles assez bien définies pour qu'en toute circonstance le médecin doive se considérer comme rigoureusement lié par la loi du silence? Et cela fût-il; la loi eût-elle en réalité un autre but que de réprimer les abus d'une indiscrétion d'autant plus coupable qu'elle aurait pour effet de préjudicier, sans aucun motif excusable, à l'honneur et à la considération d'autrui, ne peut-il pas se présenter telles circonstances où des intérêts d'un ordre supérieur et plus général priment assez toute autre considération aux yeux du médecin pour lui dieter, même au prix des conséquences que pourrait avoir pour lui une infraction à la loi, une conduite différente? »

Nous arrivons ainsi à parler des partisans de ce que l'on pourrait appeler le *secret restreint*, pour raison de haute morale et d'utilité domestique et publique ou sociale.

M. le Dr Gaide est plus affirmatif encore, car il dit : « Il n'est pas de règle absolue qui guide la conduite du médecin dans ce cas. Si, le plus souvent, il doit se taire et garder le secret, selon l'article 378 du Code pénal, il est aussi des circonstances dans lesquelles sa conscience, parlant plus haut que la loi, c'est d'elle seule qu'il doit s'inspirer. »

M. le Dr Gaide citait, à l'appui de sa proposition, le cas suivant, digne d'une douloureuse mais impuissante attention :

« Qu'un de nos clients, rongé par une de ces syphilis constitutionnelles qui résistent à tout traitement, ne craigne pas de solliciter la main d'une jeune fille pure et qui fait la joie de sa famille; que le père de cette jeune fille vienne avec confiance vous demander s'il peut, en toute sécurité, la donner à l'homme qui va la souiller au

premier contact, et qui, pour toute consolation, lui laissera des enfants infectés de la maladie de leur père, devrions-nous, je vous le demande, répondre par un silence qui peut être mal compris, et nous rendre ainsi complices d'un mariage dont les fruits seront si déplorables? Je ne le crois pas, et pour ma part, je le déclare, jamais je ne me sentirais le courage d'obéir à la loi en pareille circonstance; ma conscience parlerait plus haut qu'elle, et sans hésiter je dirais : Non, ne donnez pas votre fille à cet homme. Je n'ajouterais pas un mot; j'aurais la prétention de n'avoir pas trahi mon secret; et si, par impossible, la peine prononcée par l'article 378 m'était appliquée pour ce fait, j'en appellerais à tous les pères de famille, et, la tête haute, je plaindrais le tribunal qui se serait cru autorisé à me punir d'avoir préservé d'une infection presque certaine une femme et sa génération tout entière.»

Nobles sentiments, mais sur la pente desquels il serait dangereux de se laisser glisser. Où s'arrêter en pareil cas, ou plutôt où commencer? Dans quel terrain tomberont ces paroles humanitaires? La société! elle est ce quelle est, et, comme me disait un vieux et respectable confrère, qui a reçu plus de déboires que d'aubaines, elle n'a pas besoin de nous pour aller mal!

Les partisans du *secret restreint*, se sentant engagés sur un terrain peu sûr, proposèrent par l'organe de l'honorable D^r Caffé « une porte par où se sauveraient les scrupules du médecin consulté, » je veux dire une consultation à laquelle il devrait lui-même rester étranger. Moyen plus théorique que pratique et dans tous les cas dépourvu de sanction efficace. La question toujours pendante et nullement résolue, M. le D^r Brochin crut devoir donner la conclusion suivante (*Gazette des Hôpitaux*, 21 février 1863) :

« En thèse générale, le secret, c'est la règle. S'il n'était obligatoire de par la loi, il le serait de par l'honnêteté et

la morale, de par le serment d'Hippocrate, qui en est comme l'une des plus pures et des plus belles expressions. Mais il est des circonstances particulièrement difficiles et délicates où il est presque impossible de fixer la limite entre ce que commande le devoir et ce que réclame l'humanité, circonstances qui échappent en quelque sorte à toute prescription légale et réglementaire, et vis-à-vis desquelles le médecin n'a en réalité d'autre guide que ses lumières et sa conscience. En vue de ces circonstances exceptionnelles, c'est presque trop déjà de la loi ; vouloir y ajouter encore, sous prétexte de garantie, les entraves d'un engagement qui aliénerait la liberté d'action du médecin, ce serait méconnaître, à notre avis, toute l'étendue de ses droits et de sa responsabilité. »

En somme, ces opinions diverses sont très-respectables et commandent l'attention de tous les honnêtes gens. De tels sentiments ne peuvent qu'être inspirés par une vive sollicitude pour les intérêts généraux de la société, et sont empreints d'une profonde abnégation, mais, en fin de compte, il ne faut pas oublier l'inflexible article du Code « qui ordonne de ne pas porter directement atteinte à l'intérêt du particulier qui a donné sa confiance à l'homme de l'art dont il a reçu les soins, » et cet article ne prononce aucune exception.

Malgré les subtilités auxquelles peut donner lieu l'interprétation de l'article 378 du Code pénal, la loi est formelle et reste entière. Et comme il est absolument impossible de faire rentrer dans l'exception : *hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs*, le cas particulier d'une enquête sur la santé d'une personne qui formerait un projet de mariage, où le médecin pourrait divulguer à un tiers ou à l'autorité les faits dont il aurait acquis la connaissance par l'exercice de son état, il en résulte que le silence est la loi en vertu de l'adage : *quod lex tacuit, noluit*.

La loi ferme la bouche du médecin; il ne peut l'ouvrir de sa propre autorité; en d'autres termes : « Conformément à la loi et à son serment, consulté secrètement par des personnes étrangères sur la santé d'un client auquel il aura donné des soins, quel que soit d'ailleurs le motif de cette demande dont il ne lui appartient pas de s'enquérir, en principe, il n'a aucune réponse à faire, si cette réponse est de nature à porter préjudice aux intérêts de son client. (D^r Delfau, de Collioure.)

Sans doute, nous reconnaissons, avec les auteurs précités, qu'il est des circonstances exceptionnelles et malheureusement moins rares qu'on ne se plairait à l'espérer, « particulièrement difficiles et délicates, » où la conscience du médecin est vivement sollicitée, en présence d'une action honteuse et préjudiciable qui va se commettre, à sortir de son impassibilité.

La loi et le serment se dressent inflexibles et rigoureux, et de par eux, le médecin, dans l'état actuel de la législation, « doit laisser consommer le sacrifice » : *Sic voluere leges*.

En résumé, à l'égard de cette difficile et délicate question professionnelle, nous nous trouvons en présence des prescriptions de la loi d'un côté, et des inspirations généreuses de la conscience de l'autre; à notre avis, le médecin ne doit point hésiter, et les entraînements du cœur doivent toujours céder devant les obligations légales.

Nous avons exposé le plus complètement et le plus scrupuleusement qu'il nous a été possible l'état de la question, et si nous inclinons vers le *secret absolu et impératif*, c'est que l'application du *secret restreint* nous a paru pleine d'écueils où pourraient sombrer la conscience du médecin et sa tranquillité, et que, dans tous les cas, franchir un obstacle n'est pas le supprimer.

L'article 378 du Code pénal reste, et il y aurait sans

doute plus de dangers sérieux à l'éluder qu'à s'y soumettre, tout en déplorant que « le législateur n'ait pas fait une exception pour les circonstances dans lesquelles non-seulement les personnes et la famille, mais encore les générations, les populations futures, l'avenir même de la nation, sont mis en péril par quelques individus. »

CHAPITRE VI.

DES AVORTEMENTS.

Nous empruntons aux *Annales d'hygiène et de médecine légale*, année 1835, l'observation suivante de M. Maximilien Boullét pour indiquer ce que cet auteur entend par l'obligation au secret en matière d'avortement, alors que le médecin est appelé à connaître le crime dans l'exercice de sa profession.

Le cadavre d'un enfant nouveau-né est trouvé sur le bord d'une rivière. Plusieurs circonstances appellent les soupçons sur une femme qui, quelques mois auparavant, avait fait une déclaration de grossesse et qui depuis peu avait disparu de la commune où l'enfant avait été trouvé et où elle résidait habituellement. Au bout de quelques jours le juge de paix appelle un homme de l'art pour constater si elle est récemment accouchée. On acquiert la conviction qu'elle est encore enceinte, par conséquent toute poursuite cesse d'être dirigée contre elle.

Le même jour se présente au même praticien un vagabond qui lui dit venir d'une direction opposée au théâtre du crime ; il raconte que sa femme avait ses règles et que depuis quelques jours elle les a vues se suspendre, après avoir bu de l'eau froide. Des coliques très-violentes la for-

cent à lui demander une place à l'hôpital dont il est chargé.

Il y avait de quoi éveiller l'attention. Aussi cette femme est admise à l'hospice et observée avec un double intérêt. On peut remarquer un peu de coloration des pommettes et un léger mouvement fébrile, son tempérament est sanguin, et elle paraît âgée d'une trentaine d'années. Il n'y avait rien de très-aigu dans les symptômes ; la diète, les lavements, les boissons délayantes, des potions calmantes furent les seuls moyens employés. Comme cette malade avait la gale, on attendit jusqu'à ce qu'il y eût des indications plus urgentes pour appliquer des sangsues à la vulve.

Dans la crainte que des recherches ne pussent lui inspirer de l'inquiétude, on se contenta des renseignements que fournirent, à son insu, les personnes qui l'entouraient. Des taches sanguinolentes avaient été trouvées dans sa chemise et dans ses draps ; à son arrivée à l'hospice, elle était garnie d'un mouchoir qui portait les mêmes indices. Bientôt on remarqua sur sa chemise des taches que la religieuse compara elle-même à celles que pourrait produire le lait.

Après un séjour très-court à l'hospice, cette femme se hâta d'en sortir à l'insu du médecin, dès qu'elle se sentit mieux, et depuis elle a été perdue de vue. Le médecin observa le silence.

Supposons que, dans le cas que nous venons de rapporter, quelques coïncidences, quelques circonstances accessoires soient venues corroborer les soupçons qui planaient sur la femme faussement inculpée et qu'elles aient été de nature à induire la justice en erreur ; le médecin devait-il se taire encore ?

Dans cette circonstance, nous estimons que le médecin aurait deux devoirs à remplir : détourner le glaive de la

justice de la tête d'un innocent, ne pas dénoncer un coupable qui s'est confié à son honneur. Et pour ce, il devrait, à notre avis, avertir ce dernier de la démarche exercée contre lui et lui donner par là le temps de prendre les précautions que la prudence lui dicterait.

Il pourrait alors fournir les preuves du crime à celui des jurés qui lui serait désigné par ses collègues et qui s'engagerait au secret le plus inviolable. Ce serait, nous le pensons, le moyen de sauver un innocent, sans manquer au devoir que nous impose notre ministère.

Dans le cas qui s'est présenté devait-on pousser les recherches plus loin, afin de pouvoir répondre d'une manière positive aux interpellations ultérieures de la justice ? Nous ne le croyons pas, car un examen plus scrupuleux aurait pu inquiéter cette femme, si elle était coupable, la peiner si elle ne l'était pas. Par conséquent, on aurait pu, dans l'un ou l'autre cas, occasionner ou hâter une terminaison défavorable. Mais nous croyons que, si elle avait succombé, il eût été du devoir du médecin de vérifier, par l'autopsie, les soupçons qu'il pouvait avoir ; cette précaution n'eût compromis personne.

Voici un autre fait, de date assez récente, qui semble autoriser le médecin, dans certains cas assez analogues, à user d'une conduite diamétralement opposée. Il y a quelques années, à l'hôpital de Tours, le médecin en chef trouva, à sa visite du matin, une fille-mère, accouchée de la veille, qui lui présenta son enfant mort durant la nuit. Les explications fournies parurent, à juste titre, suspectes, et le médecin, surpris d'une mort si rapide et que rien ne venait expliquer, conçut des soupçons dont il fit part à ses élèves. Bref, l'autopsie de l'enfant fut faite, et l'on trouva dans le pharynx un paquet volumineux de papier métallique, dit papier à chocolat. En présence de ce fait, le médecin crut ne pas devoir garder le secret et porta ce cas de pré-

vention d'infanticide à la connaissance des magistrats. La fille-mère, déclarée coupable, fut condamnée à dix ans de travaux forcés, et la conduite du médecin fut hautement approuvée par les juges. Dans ce cas particulier, le médecin n'avait pas reçu, sous le sceau du secret, la confiance du crime; il a donc puisé dans sa conscience les motifs d'une dénonciation qui fut généralement approuvée. Je dis généralement, car, pour certains partisans du secret absolu, il n'y a et il ne saurait y avoir aucune exception en tant que le médecin a découvert un crime dans l'exercice de sa profession.

« L'obligation du secret persiste pour le médecin, même lorsque le secret, dont il a reçu confiance, dans l'exercice de ses fonctions, cache une action que les lois qualifient et punissent comme crime. En résumé, le *secret partout et toujours*. » (Association des médecins de la Gironde).

Il est des cas d'avortement où d'autres intérêts que ceux de la vindicte publique se trouvent en jeu. Je fus, dans le cours du mois de septembre dernier, dans un village assez éloigné de ma résidence, appelé pour donner des soins à une jeune femme ayant fait, durant la nuit précédente, une fausse couche. Je trouvais une famille plus irritée qu'affligée; la belle-mère, surtout, mettait dans ses paroles une violence extrême qui attira tout d'abord mon attention. Cette famille m'était absolument inconnue, et je n'avais nul soupçon du cas singulièrement grave en face duquel j'allais me trouver.

Cette mère furieuse me raconta, en présence de la jeune accouchée, de son père et de son mari, les circonstances qui avaient précédé, accompagné et suivi ce qu'elle appelait énergiquement le crime de sa bru. Cette dernière, mariée depuis deux mois seulement, après des préliminaires que les deux familles avaient, je ne sais pourquoi, abrégés au-delà de toute habitude, accusait dans sa santé

* depuis une huitaine de jours des dérangements assez notables. Son caractère, d'abord ouvert et confiant, était devenu sombre; toute sa personne respirait une inquiétude vague et donnait à sa belle-mère, femme attentive, une impression indéfinissable, mais suspecte. Elle repoussait les approches de son mari, homme fort doux et d'intelligence médiocre; elle avait même manifesté l'intention de faire deux lits. Indice grave! comme disait la belle-mère. Enfin, durant la soirée de la veille elle s'était absentée, sans motifs, à plusieurs reprises. « Elle tournait autour de la maison comme une âme en peine. » Parfois elle poussait quelques gémissements dont la fréquence et le caractère ne tardèrent pas à éclairer les doutes de la belle-mère. Enfin elle se coucha, mais ne put tenir au lit; elle fut bientôt forcée d'avouer qu'elle avait « mal au ventre » et que ses douleurs, loin de se calmer, ne faisaient qu'augmenter.

La belle-mère lui déclara net qu'elle était enceinte, qu'elle l'avait soupçonné depuis quelque temps, et que certainement elle allait accoucher. Malgré les protestations les plus énergiques et empreintes de la plus sincère indignation, cette femme sortit, laissant sa bru toute seule, et courut au village chercher une commère, « femme experte en ces sortes de besognes. » Son absence dura une demi-heure environ. Dès son retour elle trouva, ainsi que la matrone qui l'accompagnait, sa belle-fille calme et dormant, ou paraissant dormir. Néanmoins, pour vérifier l'exactitude de ses soupçons, elle pria sa compagne obligeante de lever les draps et les couvertures, et ce fut sans surprise, m'avouait-elle, qu'elles trouvèrent un enfant en état de mort apparente entre les cuisses de la jeune femme. L'enfant ne donnant aucun signe de vie, et présentant un développement très-incomplet, fut déposé dans une pièce voisine, et l'on m'envoya chercher. Muni de tous ces ren-

seignements, je crus d'abord devoir constater la viabilité du fœtus, que je me fis présenter. Il résulta pour moi, d'un examen consciencieux, et pour lequel je m'entourai de toutes les précautions nécessaires en pareil cas, l'opinion que l'enfant que j'avais sous les yeux n'avait pas plus de cinq mois à cinq mois et demi ; je conclus à sa non-viabilité. Je m'approchai de la jeune mère, priant qu'on me laissât seul avec elle ; après lui avoir donné les soins que son état exigeait, je sollicitai sa confiance avec douceur, et, me faisant d'abord consolateur, je me préparai une conviction propre à guider ma conduite. J'appris qu'au moment de son mariage, il y avait deux mois, environ, cette jeune fille, âgée de 18 ans, n'avait point vu ses règles depuis trois mois. L'homme qui l'avait séduite avait quitté le pays, résultat bien fréquent, hélas ! lorsqu'elle fut recherchée par l'homme devenu son mari ; sa famille agréa immédiatement la demande, et le mariage fut décidé à bref délai. Elle redoutait la colère de son père et n'osa faire manquer le mariage par une confidence que lui dictait sa conscience. Depuis son mariage, elle remettait chaque jour au lendemain à prévenir son mari. Quatre jours auparavant, en rentrant le soir avec celui-ci, son pied avait heurté violemment un caillou servant de borne, et elle était tombée lourdement. Depuis cette chute, elle avait éprouvé ces symptômes qui avaient si vivement sollicité l'attention de sa belle-mère. Enfin, la veille, au soir, ces douleurs étaient devenues intolérables et l'avaient trahie. Elle m'assura qu'elle était restée sans mouvement après la sortie de son enfant, qui n'avait, du reste, jeté aucun cri.

De mon enquête, il résulta que cette femme n'avait, depuis son mariage, fait aucun voyage à la ville, voyage dans lequel elle aurait pu tenter de recourir aux lumières de quelque misérable faisant métier d'avortement. D'ail-

leurs le mari se rappela la chute violente qu'avait faite sa femme quelques jours auparavant ; chute suffisante, sans doute, à expliquer la fausse-couche.

J'avais dès lors la conviction que cette femme avait commis un crime moral en trompant la bonne foi de son mari, mais ne s'était rendue coupable d'aucun attentat contre la vie de son enfant. Mon intervention fut dès lors fixée : consoler et guérir.

La belle-mère montrait un ressentiment qui menaçait de rendre ma tâche difficile ; elle ne parlait rien moins que d'une dénonciation au parquet, et voulait à tout prix se débarrasser de sa bru. Ces mots : dénonciation, gendarmes, produisaient une impression dont l'effet, au point de vue de la santé de la malade, pouvait être à redouter. Je fis appel à tout mon courage et exposai le mieux que je pus les graves inconvénients qu'entraînait une action criminelle. L'honneur de son fils, dont cette femme, quoique indigne sans doute, portait quand même le nom, traîné dans les tribunaux, livré à la risée publique, parut ébranler la résolution de la belle-mère. Je tentai un dernier effort du côté du mari lui-même ; je lui montrai sa femme repentante et punie, elle tiendrait assurément à reconnaître par les soins les plus attentifs et les plus affectueux l'une générosité dont il recueillerait ainsi le bénéfice.

J'eus, avant mon départ, le plaisir bien grand de ramener cette famille à l'oubli et au pardon, et je me rendis ce témoignage qu'en suivant les inspirations de ma conscience, j'avais rempli mon devoir. J'avais été fidèle à l'inviolabilité du secret, et je pouvais croire que, grâce à mon intervention, j'avais sauvé toute une famille du déshonneur et de la honte, en empêchant, par tous les moyens honnêtes que m'inspira ma conscience, la révélation d'un fait de nature à porter atteinte à l'institution sacrée de la famille.

Nous allons traiter ici, en quelques mots, de la question des enfants mort-nés, quoique cette question se rattache plutôt au chapitre des déclarations de naissance qu'à celui de l'avortement.

Dans l'important article publié par MM. Tardieu et Lecomte, dans le tome 43 des *Annales d'hygiène et de médecine légale*, sur cette question, ces auteurs concluent à la nécessité d'une déclaration d'accouchement, quel que soit l'âge du fœtus. A l'appui de cette opinion, ils font valoir, non-seulement la jurisprudence de la Cour de cassation, mais encore les plus hautes considérations morales, rappelant que les personnes qui abusent de leur art pour provoquer l'avortement sont favorisées par la facilité qu'elles trouvent dans une fausse interprétation de la loi à en dissimuler et faire disparaître le résultat.

Ils s'élèvent contre le danger de laisser à une appréciation individuelle la constatation non-seulement de l'âge, mais bien plus, de la vie ou de la mort d'un enfant né avant terme.

Qu'il nous suffise, ajoutent-ils, de rappeler un des faits qu'a révélés, dès son origine, l'inspection de la vérification des décès de la ville de Paris :

« Un enfant de six mois et demi environ, qui avait été déclaré mort à la mairie, par la sage-femme, à onze heures du matin, fut trouvé vivant à quatre heures et demie de l'après-midi, au milieu des linges dans lesquels on l'avait enveloppé, sans s'assurer seulement s'il donnait signe de vie. »

D'après MM. Tardieu et Lecomte, en obligeant toujours, à quelque époque de la gestation qu'arrive un avortement, à se munir d'un permis d'inhumer, on parviendrait à arrêter le nombre toujours croissant des avortements.

Nous estimons que le médecin doit se conformer à cette prescription toutes les fois que cette déclaration ne sera

pas contraire au secret professionnel que nous devons toujours respecter, même devant la justice.

CHAPITRE VII.

DES MALADIES VÉNÉRIENNES.

Il n'est sans doute pas de question où le médecin soit tenu à observer plus scrupuleusement le secret absolu professionnel. Il ne saurait exister que de rares exceptions que nous examinerons plus tard ; dans ces cas, en effet, le préjudice causé par le cri d'alarme du médecin disparaît en face des intérêts multiples qui sont en jeu. Couper un arbre de moins de trois ans était autrefois en Angleterre un crime puni de mort ; souiller moralement et physiquement un enfant est un crime si odieux qu'on ne saurait devenir complice du coupable pour lui épargner le déshonneur ou l'infamie. Il faut que le malade guérisse, tel est le devoir du médecin ; sa conscience seule doit l'éclairer et lui inspirer les moyens propres à assurer une guérison prompte et à éviter une rechute que préparerait peut-être son silence ou sa négligence.

Dans les circonstances les plus ordinaires de la pratique, le médecin est appelé à soigner des affections récentes ou anciennes, dites contagieuses, connues plus ordinairement sous les noms de *maladies secrètes* ou encore de *maladies honteuses*. Une femme, une mère de famille éplorée, après de grandes et longues hésitations, confie au médecin qu'elle souffre depuis quelque temps, qu'elle a une éruption douloureuse, qu'elle a constaté un écoulement qui ne ressemble point aux fleurs blanches dont elle a été affectée précédemment. La conduite de son mari lui inspire de vives alarmes. Il a fait une absence, il ne s'acquitte plus

de ses devoirs, prétextant un motif futile. Enfin, il est malade lui-même, car elle a pu surprendre une boîte à odeur désagréable et une bouteille à mine suspecte. Le tout est présenté et ne laisse subsister aucun doute dans l'esprit du médecin consultant; il a bien devant lui une victime triste, mais peu résignée, de l'inconstance des maris. Le mal est fait, il faut le guérir; quant à le compliquer d'une certitude morale que la femme n'a pas encore, le médecin doit à tout prix conjurer ce funeste résultat. Il attachera peu d'importance à l'affection pour laquelle il exigera néanmoins un traitement rigoureusement suivi. Sans nier la nature contagieuse de l'écoulement, (le médecin doit toujours prendre ses précautions pour l'avenir et ne pas s'exposer à voir sa science mise en défaut), il citera des cas où la maladie s'est développée spontanément, il s'appuiera sur ce que cet écoulement ne diffère pas essentiellement de certaines leucorrhées, cette dernière affection pouvant même déterminer une légère inflammation chez le mari, qui, pour ne pas effrayer sa femme, a tenu secret ce petit accident. En un mot le médecin consciencieux, faisant appel à toute son habileté, guérira d'abord, consolera ensuite. Si son âge le lui permet, et la confiance qu'il a su inspirer lui tiendra lieu des années, il administrera une consciencieuse admonestation au mari coupable ou léger, et rétablira l'harmonie dans ce ménage qu'un moment d'oubli, qu'une coupable faiblesse aurait à tout jamais compromise. Il peut se présenter, dans ce sens, bien des cas de gravité différente. Le médecin, toujours pénétré de l'idée que le mal qu'entraînerait sa trop juste indignation ou son imprudence, serait peut-être sans remède, sera toujours le confident des malades et le consolateur des familles.

Cette discrétion absolue lui est d'ailleurs imposée par les dispositions de la loi. Cette obligation est non-seulement

professionnelle, le Code pénal a prévu les infractions auxquelles elle peut donner lieu et les reprime sévèrement. Cette jurisprudence est, d'ailleurs, établie depuis longtemps.

« Un arrêt du Parlement de Paris du 9 janvier 1599 ordonna qu'un médecin aumônerait la somme de 6 écus aux pauvres prisonniers de la conciergerie du Palais, pour avoir contrevenu aux statuts et ordonnances de la Faculté de médecine, en révélant une maladie secrète. »

Le Tribunal correctionnel de la Seine était, dans son audience du 11 mars 1864, saisi d'un fait touchant la divulgation par un médecin des secrets qui lui avaient été confiés dans l'exercice de sa profession.

Nous empruntons cet exemple aux *Annales d'hygiène et de médecine légale* (avril 1864) :

« Un jeune homme, le sieur N., marié depuis peu d'années, habitait avec sa femme et sa belle-mère; il était maître-clerc d'huissier, et s'était par suite trouvé en rapport avec le Dr Z., qui s'adressait à cette étude lorsqu'il voulait exercer des poursuites en paiement contre quelques-uns de ses clients. N. s'étant trouvé, s'il faut l'en croire, atteint, dans le cours de l'hiver 1860, d'une légère affection de poitrine, eut recours naturellement au Dr Z., qu'il alla voir un certain nombre de fois; mais ces visites avaient eu surtout pour résultat de le tenir au courant des poursuites exercées par lui contre ses clients, et il aurait été à peine question du malade. Vers la même époque, le Dr Z. avait été appelé pour donner ses soins à la femme et à la belle-mère de N. Lorsque ce jeune homme aurait demandé au docteur de fixer ses honoraires, celui-ci lui aurait répondu qu'il n'eût pas à s'en inquiéter, et qu'il entendait reconnaître ainsi le zèle qu'il donnait dans l'étude aux affaires [qu'il y apportait. Quoi qu'il en soit, N. quitta l'étude à la fin du mois d'octobre 1863, et le doc-

teur, auquel il n'avait plus ainsi occasion de rendre des services, lui avait, dès le 1^{er} novembre, envoyé sous enveloppe une note d'honoraires s'élevant à 300 francs. Dans cette note il était annoncé que les soins avaient été donnés pour des maladies syphilitiques. N. protesta contre de pareilles exigences, et par acte extra-judiciaire, il fit, à la date du 30 novembre, offre d'une somme de 50 francs.

« En réponse à ces offres, le D^r Z. fit, à la date du 14 décembre 1863, par acte d'huissier, citer le sieur N. devant le juge de paix en conciliation. »

Voici quels étaient les termes de cette citation :

« Pour se concilier sur la demande que le requérant entend former contre lui, au paiement de la somme de 300 francs, soit pour visites et soins donnés à sa femme pour une maladie secrète, soit pour consultation à heure fixe, opérations et cautérisations pratiqués sur lui-même, et l'avoir traité et guéri de deux maladies syphilitiques graves contractées à des époques différentes, dans le cours des années 1862 et 1863. »

« Cet acte, ainsi libellé, fut déposé chez le concierge de la maison où habitait le sieur N. Il est facile de comprendre l'émotion que celui-ci dut éprouver. Il déposa immédiatement à la chambre des huissiers une plainte contre l'huissier qui s'était permis de rédiger un pareil acte. L'huissier, ainsi attaqué, soutint que l'acte avait été rédigé par l'ordre exprès du docteur, sur une note écrite de sa main sur papier à tête portant son nom et l'heure de ses consultations, et il produisit, en effet, la note qui lui avait été remise et qui était ainsi conçue : « Doit M. N., la somme de 300 francs, soit pour visites et soins donnés à sa femme affectée d'une maladie vénérienne qui lui avait été communiquée par son mari, soit pour consultations à heure fixe, opérations, cautérisations de chancres de mauvaise nature, ulcères vénériens, rhagades, choux-fleurs,

pratiquées sur lui-même, et l'avoir traité et guéri de deux maladies syphilitiques graves contractées à des époques différentes dans le courant des années 1862 et 1863. »

« Cette note, il est facile de s'en convaincre, était plus grave encore que les énonciations déjà si graves de la citation en conciliation. N. vit dans ces faits une atteinte à sa considération; selon lui, le docteur avait commis un double délit : celui de diffamation prévenu et puni par la loi de 1819, et celui de divulgation de secrets, prévenu et puni par l'art. 378 du Code pénal, et il l'assigna devant le tribunal de police correctionnelle.

« Le Dr Z., âgé de 57 ans, ne paraissait pas pour la première fois devant la justice; le 20 février 1836, il avait été condamné à six mois de prison par le tribunal de Gap pour escroqueries; et le 17 juin 1854 à cinq ans de prison pour faux en écriture privée, par la Cour d'assises des Basses-Alpes. M^e de Tisserand, avocat général, a montré toute la gravité de cette affaire, et requis une application sévère de la loi, tant pour diffamation que pour divulgation des secrets.

« Le tribunal, après avoir délibéré en la chambre du Conseil, a statué en ces termes : Condamne Z., à une année d'emprisonnement, 500 francs d'amende; ordonne qu'après avoir subi sa peine, il restera cinq ans sous la surveillance de la haute police, et le condamne aux dépens.

« Et attendu que, par cette divulgation de secret, il a été causé à la partie civile un préjudice dont il lui est dû réparation;

« Condamne Z., par toutes voies de droit, et même par corps, à payer la somme de 1,000 francs à titre de dommages-intérêts, fixe à un an la durée de la contrainte par corps, et s'il y a lieu de l'exercer, le condamne en outre aux dépens. »

Nous n'avons point choisi cet exemple peu honorable

pour le corps médical, nous l'avons subi, car il est le seul que nous ayons pu trouver dans les annales judiciaires. Cette absence de faits criminels prouve à quel point le corps médical tout entier se montre scrupuleux dans cette question délicate des maladies secrètes. Et nous ne mettons pas en doute un seul instant qu'un médecin honnête préfère renoncer à des honoraires justement acquis que livrer à la publicité ou même révéler à une famille jusqu'à là ignorante des faits de cette nature.

Dans l'ancien droit français, les tribunaux avaient déjà adopté en principe que les médecins étaient tenus au secret. A l'arrêt cité plus haut, nous devons joindre, et la matière sera heureusement épuisée, quoique complète, une sentence du bailliage criminel d'Evreux du 14 août 1747, confirmée le 8 novembre suivant par un arrêt du parlement de Rouen, qui avait interdit pour six années et condamné à 10 livres d'amende un chirurgien d'Evreux qui, dans une demande d'honoraires signifiée par huissier, avait mentionné l'affection *scorbutique* dont il avait soigné un chanoine.

Arrivant aux exceptions que j'ai indiquées au début de ce chapitre, il me reste à examiner quelle doit être la conduite du médecin lorsque, dans l'exercice de sa profession, il découvre la preuve d'attentats commis sur des personnes, enfants ou jeunes filles que la pudeur ou la raison de leur âge condamnent au silence. Je ne saurais mieux faire que de rapporter ici l'opinion du Dr Delfau (de Collioure) à laquelle je me range complètement.

« Si, en thèse générale, le secret doit être la règle, cette règle ne doit pas être absolue. Il est des circonstances où la conscience est supérieure à la loi et où le médecin ne peut garder le silence sans faillir à son devoir moral, toujours supérieur au devoir imposé ou légal ; l'essentiel est de savoir distinguer.

« Dans le cas particulier qui nous occupe, l'homme de l'art doit faire connaître aux personnes intéressées la cause criminelle des lésions qu'il constate, ou la nature contagieuse de la maladie dont une jeune enfant peut être atteinte par le fait de manœuvres honteuses. Après avoir éclairé les personnes intéressées, il doit, au besoin, fournir à la justice tous les renseignements nécessaires pour que le coupable soit recherché, atteint et puni. Car seul d'abord, il est en position de mettre sur la voie d'un crime caché jusque-là et dont il ignore d'ailleurs lui-même l'auteur.

« Un cas extraordinaire pourrait cependant se présenter ici ; c'est celui dans lequel le coupable, atteint d'une maladie contagieuse, serait traité par le médecin même et viendrait à lui avouer qu'il est l'auteur de l'attentat commis et recherché.

« Le médecin devrait-il le dénoncer et le livrer à la justice, conformément à l'art. 30 du Code d'instruction criminelle ?

« Nous ne le pensons pas.

« Il doit alors se retrancher derrière le bénéfice de l'art. 378 du Code pénal.

« Pour cette partie de l'affaire, il doit laisser les agents de l'autorité livrés à leurs propres ressources. Le médecin a pu dénoncer le crime, mais il ne peut faire connaître son auteur, qui lui a fait *confiance*, dans l'exercice de ses *fonctions médicales*, de l'acte dont il s'était rendu coupable.

« Pour la première partie de l'affaire, le médecin est complètement dégagé de toute entrave vis-à-vis de l'auteur de l'attentat ; aussi, appelé à déposer en justice, il doit dire sur cette partie tout ce qu'il sait, non-seulement comme simple témoin, mais encore comme médecin-traitant, et comme homme d'un art spécial ou *expert*, seul compétent pour éclairer la conscience des magistrats, et

cela, alors même que d'autres médecins, à la suite de l'instruction qu'il a le premier provoquée, auraient été commis par la justice pour procéder à une expertise.

« Mais ce médecin a un droit : dans le cas où son avis ne serait pas le même que celui des experts nommés, il peut demander à être admis à discuter avec des confrères la valeur de leurs conclusions. Ce droit ne peut lui être contesté ni dénié. »

Cette compréhension du devoir moral qui s'impose à la conscience du médecin me paraît au-dessus de toute critique. Il ne saurait passer avec indifférence auprès de faits qui révoltent l'honnêteté la plus élémentaire. Ce serait lâcheté que d'abriter son silence sous les prescriptions de l'art. 378 du Code pénal. En présence de cet enfant dont le cœur et le corps sont également flétris l'humanité se dresse avec ses droits imprescriptibles, le médecin devient un juge que rien ne pourrait corrompre : le devoir est tracé.

Honte au médecin pusillanime qui imposerait silence à sa conscience révoltée. Son silence serait un encouragement peut-être ; il y perdrait l'estime de soi-même et l'occasion d'arracher une victime aux brutalités d'un être corrompteur. Loin d'être un instrument de vengeance, le médecin s'acquitte d'un devoir social auquel il ne saurait faillir sans félonie. Il est impossible, dans ce cas, qui intéresse à un si haut degré la morale publique, de comparer le rôle du médecin à celui d'un confesseur.

« Le confesseur, écrivait le 17 décembre 1824 F. de Lamennais au docteur Pierquin (de Montpellier), est tenu au secret par des motifs d'un ordre à part ; presque toujours c'est le coupable qui s'adresse à lui, il n'est en rapport qu'avec la conscience, c'est un sanctuaire dont il ne sort pas. Mais le médecin qui aperçoit ce qu'on ne lui déclare pas, ce qu'on voudrait plutôt lui cacher, a deux devoirs à remplir : l'un envers le malade qui réclame ses

soins, l'autre envers la société dont il est, en cette occasion, le ministre; et si, comme il n'est pas douteux, il doit avertir le magistrat lorsqu'une maladie présente à ses yeux des signes alarmants de contagion, combien n'est-il pas plus obligé de révéler ce qui concerne non-seulement la vie de quelques hommes, mais celle même de la société ! »

Enfin, et c'est par là que nous terminons l'étude bien incomplète sans doute, mais suffisante pour guider le praticien dans les cas les plus ordinaires, des maladies secrètes au point de vue du secret médical, que doit faire le médecin appelé auprès d'une nourrice présentant les symptômes d'une syphilis constitutionnelle ? Deux cas sont à distinguer tout d'abord : la nourrice a pris l'affection de l'enfant, l'enfant a pris la syphilis de la nourrice en puissance de contagion. Dans le premier cas, le médecin, tout en déplorant un mal irréparable dont les conséquences pèseront lourdement sur toute une famille, doit prendre d'abord les précautions les plus grandes pour arrêter la maladie et conjurer la contagion sur les membres de la famille dont la mère est si cruellement atteinte. Les parents de l'enfant contaminé coupables d'une si grave imprudence et d'une si grande imprévoyance, doivent être rendus responsables, et sur l'avis du médecin se soumettront à une réparation pécuniaire en rapport avec leur situation et la gravité du cas. S'ils refusent de se soumettre à cet arbitrage, le médecin, sans conseiller à la nourrice de s'adresser aux tribunaux, la laissera libre de ses agissements et ne lui refusera pas, sous prétexte du secret médical, une attestation consciencieuse et exacte de l'état dans lequel il l'a trouvée.

Dans le second cas, le plus rare, l'enfant a pris la contagion de la nourrice. Dès qu'il a constaté le fait, bien qu'appelé par la nourrice elle-même, le médecin doit

avertir la famille afin que l'enfant puisse être traité convenablement.

Il imposera à la nourrice l'obligation de ne plus prendre aucun enfant pour l'allaiter sous peine d'une dénonciation dont sa conscience lui fait un devoir rigoureux.

CHAPITRE VIII.

DES EMPOISONNEMENTS.

Les empoisonnements sont très-rares à la campagne et l'on peut dire, avec le D^r Munaret, qu'en général leur constatation est facile, parce que les substances toxiques auxquelles un paysan s'adresse pour consommer son crime laissent les traces non problématiques de leur nature. Il ne rentre pas dans notre plan d'examiner les empoisonnements qui se produisent le plus fréquemment, les symptômes appartenant à chaque classe de poisons, les investigations auxquelles ils donnent lieu : c'est affaire au médecin criminel. Nous devons rechercher seulement quelle peut être, au point de vue du secret, la conduite d'un médecin qui, dans l'exercice de sa profession, est amené à constater les traces non équivoques d'un empoisonnement consommé ou en voie de se perpétrer. Il convient de distinguer les différents cas où la victime est un père, un mari, une femme, un enfant. La situation de la victime, les mobiles du coupable, donnent à un même crime des caractères qui pourront guider le médecin dans le choix du parti qu'il doit prendre. Sa conscience est son juge, mais les pièces du procès seront fournies par les circonstances au milieu desquelles il se trouvera, et l'aveu du crime ou sa dissimulation seront quelquefois de nature à enchaîner sa liberté ou à fixer sa conduite. S'il s'agit d'un

père, d'un parent dont la mort n'arrive que trop lentement au gré de l'impatience avide d'enfants dénaturés, l'homme de l'art, appelé par la famille elle-même à donner des soins à la victime ou à constater le décès, ne doit pas oublier qu'il a un devoir grave à remplir. Le médecin, pas plus que la loi, ne doit craindre de trouver un coupable. C'est un droit qu'a la société de se défendre contre ceux dont les crimes offensent les lois sacrées de l'humanité ; le médecin, par son silence, se ferait complice des coupables. Il serait vraiment trop commode de pouvoir s'assurer l'impunité en entourant les dernières heures d'une vie qu'on aurait soi-même détruite des soins d'un homme qui, par sa profession, serait tenu au secret absolu. Dans nos campagnes le paysan, si insouciant de sa santé, si indifférent à celle des siens, ne vient chercher le médecin trop souvent qu'au moment où son secours est devenu inutile. Cette inutilité pourtant commande une telle démarche : le paysan ne voudrait pas qu'on pût dire que son père, sa femme, sont morts sans que le médecin soit venu. Cet appel de l'homme de l'art est un hommage rendu à la conscience publique. « Vous n'y pourrez rien, Monsieur, me disait un paysan, l'pauvre homme râlait quand j'sis parti, ben sûr qui s'ra mort quand j'arriverons ; mais ça n'fait rin, j'aimons mieux que vous l'voyiez. » Le médecin, partageant à cet égard le privilège du prêtre, est appelé à la dernière heure ; c'est l'accomplissement d'une formalité qui imposera silence aux malveillants et sera pour la société la garantie que chaque homme se croit obligé de fournir. Le malade a succombé en peu de jours, en quelques heures, subitement même, mais le médecin est venu, vous dira le paysan avec confiance, nous avons fait notre devoir. Cette sécurité que donne notre présence au lit de mort est fondée, nous devons l'entretenir ; en revanche n'y a-t-il pas pour nous obligation formelle à dénoncer, sans peur comme

sans reproche, à qui de droit, la perpétration d'un crime, bien que nous en ayons acquis la certitude dans l'accomplissement de nos fonctions? Tous les membres de la société doivent, autant qu'il est en eux, concourir à sa conservation, et l'art. 106 du Code d'instruction criminelle est la loi qui doit nous guider dans ce cas particulier.

J'estime qu'il en serait de même si nous constatons la mort d'un enfant par le fait de ses parents. Dans le cas où les effets de l'empoisonnement pourraient encore être conjurés, où l'enfant recouvrerait la santé, la conscience du médecin devrait l'éclairer et lui suggérer un parti à prendre, le meilleur dans l'intérêt de l'enfant. Peut-être, dans ce cas, l'autorité du médecin serait-elle suffisante à empêcher une récidive, et la menace d'une dénonciation prochaine une crainte salutaire et suffisante. Même dans ce cas nous n'osons nous prononcer, l'impunité sera bien tentante, et la première tentative dont les conséquences auront été toutes morales, sera peut-être suivie d'une seconde. Le devoir du médecin est grave et solennel, son silence peut coûter la vie à un enfant. La sanction pénale faisant complètement défaut, nous devons nous inspirer de nos propres sentiments; dans tous les cas, obéissant fidèlement aux suggestions de notre conscience, nous aurons accompli le devoir moral.

Il est très-important de noter que dans les cas où le médecin croit devoir se porter dénonciateur, il le fait de telle façon que le crime seul est porté à la connaissance des magistrats et non les noms des coupables. Un homme, un enfant sont morts empoisonnés; telle doit être la déclaration de l'homme de l'art. Pour le reste, nous devons insister sur ce point, il faut laisser les agents de l'autorité livrés à leurs propres ressources.

A la vérité, aucune disposition législative n'oblige explicitement et clairement le médecin, *en tant qu'homme de*

l'art, à révéler les faits dont il acquiert la connaissance dans *l'exercice de sa profession*, toutes les fois que ces faits seront de nature à être poursuivis par la loi. C'est donc de son propre fonds que le médecin doit tirer le motif de son action.

D'autres cas peuvent se présenter; le suivant est cité par le D^r Curel. Un médecin est appelé auprès d'un individu dont il a la confiance et dont il est l'ami; il lui trouve des symptômes d'empoisonnement, il questionne : c'est sa femme qui, entraînée dans le crime par un séducteur misérable, a attenté aux jours de son mari. Il y a là l'honneur d'une famille à ménager; le malade lui-même déclare qu'il aime mieux périr empoisonné de la main de celle qui a tenté plusieurs fois le crime, que d'envoyer à l'échafaud la mère de ses enfants. Eh bien! dans ce cas particulier et dans les cas analogues qui peuvent se présenter, le médecin doit garder le secret. Les intérêts de la famille, de la morale publique pourraient être compromis, le médecin, consolateur des familles, gardien de la morale publique, ne saurait être sollicité par les prescriptions légales ou le cri de sa conscience; en face d'intérêts majeurs il n'hésite pas à se couvrir de l'inviolabilité du secret; mais alors il a le droit et le devoir de s'en servir pour effrayer d'un côté et donner du courage de l'autre. Quoi qu'il arrive, l'honneur d'une famille est sauvé. »

Le cas suivant que nous trouvons dans le *Journal de médecine* de 1830, montre avec quelle circonspection doit agir le médecin qui constate ou croit constater les symptômes d'un empoisonnement criminel qu'il jugera devoir dénoncer à la justice.

Un docteur en médecine a cru reconnaître sur un enfant des symptômes d'empoisonnement, que la mort de l'enfant lui eût permis de vérifier, si la volonté du père, en s'opposant à l'ouverture du corps, ne l'en eût empêché.

La mère, femme d'une imagination vive, frappée de la mort de son enfant et nécessairement aussi de l'impression qu'avaient laissée, dans son esprit, les soupçons du docteur sur la nature du mal de l'enfant, soupçons qui ressortaient de sa conduite même, tombe malade; elle est depuis longtemps sujette à des vomissements, ils sont cette fois très-violents. Cependant, le même docteur crut encore reconnaître des symptômes d'empoisonnement. Un second médecin, qui voit la malade avec le premier, prévenu par celui-ci de ce qui s'était passé antérieurement, croit en reconnaître aussi. La dame Bouquet vient elle-même corroborer les soupçons de ces médecins, en leur confiant qu'elle est victime d'une tentative d'empoisonnement dont son mari serait l'auteur et dont elle leur fait connaître toutes les circonstances; elle remet même à l'un d'eux une substance vénéneuse qu'elle dit avoir été déposée par son mari dans sa tisane. Deux jours après, cette dame rétracte par écrit, auprès des médecins, toute cette confidence, et déclare s'en être laissé imposer par les apparences.

La première pensée des médecins fut qu'ils ne pouvaient faire connaître à l'autorité le secret dont ils étaient dépositaires, sans s'exposer aux peines portées par l'art. 378. Cependant sur l'avis des magistrats de police, ils se décidèrent à faire une révélation, qui a servi de base à l'instruction d'un procès qui a duré plus d'une année. Au cours des débats, ces deux médecins sont venus établir, devant la justice, les motifs de prévention d'empoisonnement conçus à l'examen des accidents éprouvés par l'enfant Bouquet, dont le cadavre n'avait pas été ouvert, à cause du refus de son père; ils ont ensuite établi comment, d'après les symptômes qu'elle éprouvait, ils ont soupçonné que la dame Bouquet elle-même était empoisonnée. L'énumération peu méthodique des symptômes par lesquels les médecins ont motivé leurs soupçons n'a pu lais-

ser aucun doute pour les hommes de l'art; si l'enfant Bouquet et sa mère n'avaient en effet réellement présenté que les phénomènes rapportés, il était impossible que la conviction eût pu s'établir sur de tels signes, évidemment insuffisants pour motiver une prévention d'empoisonnement. Les médecins de la famille Bouquet, qui avaient assurément réfléchi sur toute la gravité du soupçon auquel ils s'étaient arrêtés, n'avaient pu le concevoir avec légèreté; il est donc probable que leur conviction avait été complétée par des circonstances qui ne se présentaient plus à leur mémoire. Mais ces circonstances n'étant pas reproduites, la révélation des médecins ne portait plus réellement, aux débats, que sur la déclaration de la dame Bouquet, elle-même; cette déclaration, rapprochée de toutes les circonstances dans lesquelles elle avait été faite, et surtout du désaveu qui l'a suivie de près, n'avait plus de poids; aussi l'accusation qui ne reposait que sur la révélation des médecins, a-t-elle échoué.

Que conclure de cette déplorable affaire, sinon que les médecins ont agi avec une légèreté coupable en prêtant une oreille trop complaisante au délire loquace de cette pauvre femme? La certitude scientifique faisait défaut et leur confusion dut être grande en présence du résultat qu'ils avaient provoqué. Pendant une année entière Bouquet fut tenu sous les verroux dans l'horrible anxiété d'une instruction criminelle, et les circonstances de sa vie publique et privée furent mises au grand jour! et tout cela pour aboutir à un verdict de non-culpabilité.

En résumé, dans cette question des empoisonnements, le médecin, en tant qu'homme de l'art, doit, à notre avis, dans certains cas suffisamment indiqués précédemment, garder le secret dans un but de haute moralité et dans l'intérêt des familles ou dans celui de la société. Dans le cas, au contraire où le crime d'empoisonnement n'est

sensible que pour lui, c'est à lui qu'incombe le devoir de provoquer le cours de la justice. Il dénonce le crime sans montrer le coupable. En effet, celui qui ne nous a pas appelé à son secours n'a pas le droit de réclamer notre discrétion. Pour nous, il n'y a qu'un fait de droit commun que nous ne devons pas taire; aucun rapport ne nous unit avec le coupable.

CHAPITRE IX.

DES BLESSURES ET DU DUEL EN PARTICULIER.

Les blessures que le médecin est assez souvent appelé à constater et à traiter, dans l'exercice de sa profession, réclament de sa part, dans de nombreuses circonstances, l'obligation du secret. Nous n'avons pas à nous occuper ici de son intervention commandée par la loi; nous dirons plus loin comment nous comprenons le rôle du médecin dans les expertises médico-légales, c'est-à-dire au moment où il est fait appel à ses lumières comme homme d'un art particulier, comme *expert* en un mot. Nous n'avons à nous occuper dans ce chapitre que des blessures pour lesquelles le médecin est appelé par la victime elle-même comme homme de l'art et dans le seul but de guérir. Dans ce cas, le secret lui est rigoureusement ordonné. En effet, le médecin n'a pu connaître les blessures que parce que son client les lui a découvertes dans l'espoir d'obtenir soulagement ou guérison. Dans ce cas, le médecin serait coupable de se préoccuper des circonstances dans lesquelles ces blessures ont été faites. Devant lui est un malade à soigner, et non un coupable ou un innocent à juger ou à défendre. Que deviennent dès lors l'art. 103 et les édits du 4 novembre 1788 et de décembre 1666 devant l'art. 378 du Code pénal? Ils sont et demeurent abrogés (loi du

28 avril 1832) en face de l'obligation légale au secret pour le médecin dans l'exercice de sa profession.

De nombreux exemples sont venus corroborer cette manière de juger la question et donner faveur au secret. On comprendrait difficilement, en effet, que le médecin qui est témoin ou non du crime, mais qui de plus en reçoit tous les plus petits détails de son malade, poussé à cette confiance par son état lui-même, fût obligé de se porter dénonciateur, alors que, même dans les circonstances qui intéressent au plus haut chef la tranquillité de l'État, la dénonciation ne constitue plus un devoir légal.

Tous les médecins ont présenté à la mémoire la fière et digne réponse de Dupuytren, qui parla ce jour-là au nom du corps médical tout entier, aux magistrats voulant trouver, à l'Hôtel-Dieu, les agitateurs des troubles de cette époque : « Je ne connais pas d'insurgés dans mes salles, je n'y ai trouvé que des blessés. »

Les médecins ont toujours protesté, comme nous l'avons vu, contre cette prétention à transformer l'asile de la souffrance en succursale de la conciergerie. A l'hôpital, le médecin est le tuteur et le protecteur de son malade ; au nom de l'humanité, dont il est le serviteur, il ne doit pas souffrir d'intervention pouvant troubler son action bienfaisante. Ce n'est pas arracher un coupable à la justice qui le réclame ; le malade étant guéri, le magistrat reprend ses droits ; il n'y a plus de malade, il y a un accusé que le médecin doit abandonner après l'avoir guéri.

La jurisprudence, au point de vue du secret médical dans la question du duel, a donné lieu à des interprétations diverses et à un arrêt de la cour de cassation qui paraît priver les médecins du bénéfice laissé aux avocats et aux avoués en matière de secret professionnel. Nous croyons ne pouvoir mieux faire que de rapporter ici l'affaire dite « du Dr Saint-Pair », et nous dirons comment

les médecins, pour sauvegarder l'inviolabilité du secret médical en matière de duel, devront agir en présence du magistrat qui les interroge.

En 1844. M. le Dr Saint-Pair, chirurgien de la marine, fut appelé devant le juge d'instruction de la Pointe-à-Pitre, pour témoigner des faits relatifs à un duel, qui avait eu lieu les jours précédents et dans lequel un des combattants avait été blessé. M. Saint-Pair, voyant dans cet interrogatoire une atteinte portée à l'inviolabilité du secret médical professionnel, répondit : « qu'appelé en qualité de médecin pour répondre à des questions posées sur des faits dont il pouvait avoir eu connaissance dans l'exercice de sa profession, il ne croyait pas devoir répondre aux questions qui lui étaient faites, » conformément aux dispositions du Code.

Par suite de ce refus, M. le juge d'instruction rendit, le 10 décembre 1844, l'ordonnance suivante :

« Nous, juge d'instruction, vu les réquisitions de M. le procureur du roi contre le sieur Saint-Pair, témoin, qui, après avoir comparu devant nous, s'est refusé à déposer en se retranchant dans sa qualité de médecin ;

« Vu les art. 80, 304, 333 du Code d'instruction criminelle et 378 du Code pénal ;

« Attendu que le témoin qui refuse de déposer est soumis aux pénalités édictées contre le témoin qui, sans motifs légitimes, s'abstient de satisfaire à la citation qui lui a été donnée ;

« Attendu que l'obligation de déposer en justice est générale et ne peut recevoir d'exception que dans les cas formellement désignés par la loi ;

« Attendu qu'il est évident que le sieur Saint-Pair fonde son refus de déposer sur les dispositions de l'art. 378 du Code pénal ; qu'il s'agit donc de déterminer le sens et la portée de cet article ;

« Attendu que cet article, placé sous la rubrique de *calomnies, injures et révélation de secret*, a pour objet de prévenir les révélations indiscretes inspirées par la méchanceté et le dessein de diffamer et de nuire; mais qu'il ne s'ensuit pas que les personnes qui exercent les professions dénoncées dans cet article doivent être dispensées de faire à la justice la révélation des faits qui sont à leur connaissance, lorsqu'elles sont entendues comme témoins et que, dans l'intérêt de l'ordre public, leurs dépositions sont jugées nécessaires pour parvenir à la découverte de la vérité;

« Attendu que l'expression : *révéler des secrets*, dénote assez la pensée du législateur, et fait voir qu'il s'agit de la révélation des maladies honteuses et secrètes, mais non d'une blessure résultant d'un délit commis sur la personne de celui auquel le médecin donne ses soins;

« Attendu que le système contraire entraînerait les plus fâcheuses conséquences, compromettrait gravement l'ordre public, intéressé à la répression des crimes ou délits; que non-seulement le législateur n'a pas voulu ce funeste résultat, mais encore qu'il a puni d'une amende de 300 fr. tout homme de l'art qui, hors les cas de réquisition légale, aura administré des secours à des blessés sans en faire, sur-le-champ, la déclaration au commissaire de police, à Paris, et aux maires dans les communes rurales;

« Attendu que la résistance du sieur Saint-Pair prend sa source dans le préjugé malheureux, qui, loin de blâmer le duel, cherche à mettre des obstacles aux poursuites salutaires de la justice; qu'il n'est pas douteux que le sieur Saint-Pair, mandé devant les magistrats pour déposer des circonstances d'un assassinat, d'un empoisonnement ou enfin de tout autre crime ou délit, consentirait à donner son témoignage;

« Attendu que le duel rentre dans la classification génér-

rale des crimes et délits contre les personnes, et ne constitue point une infraction *sui generis*; d'où il suit qu'il est impossible d'affranchir, dans cette circonstance, le médecin de l'obligation de donner son témoignage;

« Attendu, néanmoins, que l'information n'a plus besoin de témoignage du sieur Saint-Pair,

« Condamnons le sieur Saint-Pair, chirurgien de première classe de la marine, à 150 francs d'amende. »

M. Saint-Pair se pourvut contre cet arrêt; appelé plus tard, à l'occasion de la même affaire, devant la cour d'assises de la Pointe-à-Pitre, il renouvela par les mêmes motifs, le refus de répondre qui avait donné lieu à l'ordonnance précitée de M. le juge d'instruction. Mais, cette fois, il ajouta, sous la foi du serment, « que ce qui s'était passé entre lui et le sieur Giraud avait été confidentiel et que ce n'était que secrètement qu'il avait été introduit auprès du blessé. »

Il fut approuvé par l'arrêt de la Cour d'assises, conçu en ces termes : « Attendu que tout citoyen doit fournir à la justice les renseignements qui sont en son pouvoir, et qui sont de nature à faire connaître la vérité;

« Qu'il appartient surtout au médecin de l'éclairer sur les causes qui ont occasionné la mort ou les blessures;

« Attendu que le principe général ci-dessus annoncé ne reçoit d'exception, en ce qui concerne les médecins, que lorsque les questions auxquelles ils sont appelés à répondre touchent à des faits confidentiels, soit par leur nature, soit par la volonté des parties;

» Attendu que, s'il est impossible d'admettre, dans la généralité des cas, la théorie soutenue par M. Saint-Pair, il a déclaré devant la Cour que, dans l'espèce, ce qui avait eu lieu entre lui et le sieur Giraud avait été confidentiel; que ce n'avait été même que secrètement qu'il avait été introduit près du blessé;

« Par ces motifs, la Cour dit que le sieur Saint-Pair ne sera pas entendu. »

Pourvoi du ministère public. La Cour de cassation était ainsi saisie d'un double pourvoi. M. Saint-Pair produisit une savante consultation de MM. Boulanger et Faure à laquelle avait adhéré l'association des médecins de Paris. M. l'avocat général Quesnault, se faisant le défenseur éloquent des droits du médecin, déclara qu'il lui semblait *que la conscience du médecin doit seule demeurer juge* et conclut à l'annulation de l'ordonnance du juge d'instruction et au rejet du pourvoi, contre l'arrêt de la Cour; mais la Cour de cassation :

« Attendu que tout citoyen doit la vérité à la justice, lorsqu'il est interpellé par elle; qu'aucune profession ne dispense de cette obligation d'une manière absolue; qu'il ne suffit donc pas à celui qui exerce une des professions tenues au secret par l'art. 378, d'alléguer, pour ne pas déposer, que c'est dans l'exercice de sa profession que le fait sur lequel on l'interroge est venu à sa connaissance; mais qu'il, en est autrement, lorsque le fait lui a été confié sous le sceau du secret, auquel il est astreint à raison de sa profession ;

« Attendu que, si l'on admettait la dispense de déposer, dans le premier cas, la justice se trouverait privée de preuves qui lui sont nécessaires, par le seul caprice du témoin; que si on la refusait dans le second, il en pourrait résulter les inconvénients les plus graves pour l'honneur des familles et pour la conservation de la vie des citoyens; que les intérêts exigent, en effet, dans les cas particuliers où le secret est nécessaire, que le malade soit assuré de le trouver dans l'homme de l'art auquel il se confie;

« Attendu que la dispense de déposer, ainsi restreinte, a toujours été admise;

« Et attendu, en fait, que devant le juge d'instruction, Saint-Pair s'est borné à déclarer, pour justifier son refus de répondre, qu'il était appelé en qualité de médecin, pour répondre à des questions posées sur des faits dont il pouvait avoir eu connaissance dans l'exercice de sa profession ;

« Que c'est seulement devant la Cour d'assises qu'il a déclaré, sous la foi du serment, que ce qui s'était passé avait été confidentiel ;

« Que, dans ces positions différentes, le juge d'instruction et la Cour ont dû statuer différemment ;

« Rejette les deux pourvois. » (26 juillet 1845.)

Il résulte de cette décision, que le médecin, qui ne peut motiver son refus de répondre sur ce qu'il n'a connu le fait qu'à raison de l'exercice de sa profession, est fondé dans son refus, lorsqu'il déclare, *sous la foi du serment*, que ce n'est que secrètement et confidentiellement que le fait lui a été confié. (Dalloz, 1855, I, 340.)

Cette doctrine est moins libérale, sans contredit, que celle de l'arrêt du 22 février 1828, qui disait : *c'est à eux d'interroger leur conscience et à discerner ce qu'ils doivent faire*.

Nous allons voir, par les décisions judiciaires que nous rapportons ici, que la Cour de cassation se montre incontestablement plus favorable à l'avocat et à l'avoué qu'au médecin, puisqu'elle dispense les premiers de déposer non-seulement sur les faits qu'ils déclarent leur avoir été révélés confidentiellement, mais sur tous ceux qu'ils apprennent dans l'exercice de leurs professions. Peut-être cette différence, dont la raison n'apparaît pas de prime abord, s'explique-t-elle par les traditions professionnelles ?

La Cour de cassation a décidé, le 6 janvier 1856, que les juges devant lesquels des avoués sont appelés en témoignage peuvent ordonner que « ces avoués seront entendus pour déposer sur tous les faits à leur connaissance,

sans autres restrictions que celles qu'ils *jugeraient* leur être imposées par les devoirs de leur profession, à l'occasion de faits qui leur auraient été confiés sous le sceau du secret ou qui *seraient de nature à exiger le secret.* »

Et encore, le 24 mai 1862, que « l'avocat appelé en témoignage sur des faits dont il déclare n'avoir eu connaissance qu'en sa qualité d'avocat, n'a dans sa déposition d'autre règle que sa conscience et doit s'abstenir des réponses qu'elle lui interdit ; que le juge ne pourrait insister que dans le cas où les circonstances de la cause seraient de nature à établir que le témoin n'aurait pas été réellement dans l'exercice de sa profession. »

Ces décisions sont formelles, elles éclairent la question au point de vue du secret médical d'un jour, peu favorable sans doute, mais non douteux. La Cour de cassation ne reconnaît point aux médecins la faculté illimitée de refuser de déposer ; cependant, elle constate ce droit, non-seulement quand le fait leur a été révélé confidentiellement, mais encore quand il est confidentiel de sa nature ; « or, cette qualité peut dépendre d'une foule de circonstances : une blessure, par exemple, qui n'a par elle-même rien de confidentiel, peut le devenir, si, reçue en duel, elle peut compromettre la sûreté de celui qui l'a faite, et même aujourd'hui, de celui qui l'a reçue. » (Briand et Chaudé.)

En 1853, M. le D^r Cazeaux se refusa à témoigner de faits dont il avait eu connaissance dans l'exercice de sa profession, encore bien que les parties intéressées lui eussent laissé toute liberté à cet égard. Il crut devoir porter la question devant l'association des médecins de Paris, « *pour maintenir l'inviolabilité du secret médical.* »

L'association consultée adopta la réponse suivante : « *Je considère comme confidentiels les rapports qui ont amené à ma connaissance les faits sur lesquels vous m'interrogez,*

je ne puis donc répondre à votre question. » Cette réponse fut acceptée par le ministère public, qui renonça à poursuivre le Dr Cazeaux.

Cette formule paraît en effet concilier tous les intérêts ; « on évite ainsi de poser en principe d'une manière absolue le droit pour le médecin, de refuser de déposer en justice en se bornant à alléguer que c'est dans l'exercice de sa profession que le fait est venu à sa connaissance ; mais il n'est pas nécessaire, pour se soustraire à l'obligation de déposer, que le médecin déclare qu'il s'agit de faits qui lui ont été confiés d'une manière confidentielle ; faire une pareille déclaration, ce serait dans la plupart des cas, divulguer le secret lui-même ; il lui suffit de déclarer qu'il *considère* comme confidentiels les rapports qui ont amené les faits à sa connaissance ; or, ainsi que nous l'avons dit, il est des faits qui deviennent confidentiels par les circonstances mêmes dans lesquelles ils se produisent ; il est aussi des faits que le médecin peut voir, qu'il peut entendre, qu'il peut comprendre, quoiqu'on ne les lui ait pas confiés, mais c'est comme médecin qu'il a été appelé, c'est comme médecin qu'il les a découverts, il ne lui est pas permis de les révéler. Ainsi, le médecin appréciera ; il se rappellera que, dans l'intérêt de la morale et de la société en général comme dans l'intérêt des familles, l'obligation du secret est absolue ; que, confident des plaies du corps, comme le prêtre est le confident des plaies de l'âme, le médecin est tenu, comme le prêtre, de tout oublier après avoir tout entendu. Il aura toujours présent à l'esprit le serment d'Hippocrate : « Admis dans l'intérieur des familles, je jure que mes yeux ne verront point ce qui se passe et que ma langue taira les secrets qui me seront confiés. » (Briand et Chaudé).

Si une telle conduite n'est pas absolument conforme aux prescriptions de la décision prise, en cette matière, par

la Cour suprême, elle repose du moins sur la loi morale et trouvera toujours, à défaut de la sanction de la loi, si sévère pour les médecins, l'approbation de jurisconsultes éminents et l'aveu des honnêtes gens.

CHAPITRE X.

DES EXPERTISES MÉDICO-LEGALES.

Outre les prescriptions de la loi morale, il y a, pour chaque membre de la société, un certain nombre d'obligations attachées à la position sociale de chacun, dispositions imposées et réglées par les lois; œuvre de la majorité des citoyens ou de leurs délégués. Obéissance passive aux lois, tel est le devoir de tous les citoyens.

Nous avons à examiner s'il existe des obligations de cette nature qui s'imposent à nous, non comme citoyens, la chose n'est pas douteuse, mais comme médecins.

Il y a un grand nombre de circonstances dans lesquelles l'autorité a besoin de recourir à notre intervention. Les nombreux agents, déterminés par les art. 9 et 10 du Code d'instruction criminelle, peuvent nous adresser de ces réquisitions. Le médecin n'a jamais à examiner la compétence de ces divers fonctionnaires, il a seulement à se prononcer sur l'acceptation ou le rejet de la réquisition elle-même. Mais peut-il repousser cette réquisition, ou doit-il y accéder quand même?

En fait comme en droit, aux termes des deux art. 43 et 44 du Code d'instruct. crim., il est parfaitement loisible aux médecins d'obtempérer ou de se refuser aux demandes de l'autorité dans les cas ordinaires. Aucune disposition de cette loi n'autorise des poursuites contre l'homme de l'art qui jugerait à propos de ne pas se rendre à ces sortes d'invitations.

Il est des cas, sans doute, où, comme la généralité des citoyens, nous ne pouvons éluder une réquisition, mais « ces obligations, inscrites dans notre conscience, ne peuvent l'être dans la loi : l'esprit échappe aux gendarmes, la pensée est au-dessus de toute réquisition. » (Félix Roubaud, *France médicale*, 12 juillet 1853.)

D'après quelques jurisconsultes, il semblerait que le médecin est sous l'empire de la loi, *comme médecin*, dans le cas de *flagrant délit*.

« Ainsi, de par ces deux mots *flagrant délit*, et dussions-nous, en présence du *flagrant délit*, rester muets en prétextant notre ignorance ou l'incertitude de la science, nous devons répondre à l'appel du magistrat et nous transporter sur les lieux où le *flagrant délit* a été commis. » (*Idem.*)

Il résulte, de divers arrêts de la Cour de cassation, qu'il serait trop long de rapporter ici, que, dans toutes les circonstances où il y aura *flagrant délit*, réel ou présumé, le médecin, réquis par les agents de l'autorité, devra, quand même, obtempérer à la réquisition, à moins qu'il ne donne la preuve irrécusable qu'il est dans l'impossibilité d'y obéir.

Resterait à déterminer dans quelles circonstances il y a ou non, *flagrant délit*. Mais ces cas sont difficiles à distinguer, et la définition suivante est bien insuffisante : « Le délit qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre, est un *flagrant délit*. »

« En somme, les limites du *flagrant délit* étant on ne peut plus vagues, et le cas de *flagrant délit* pouvant être invoqué dans un très-grand nombre de circonstances, il est matériellement impossible au médecin réquis de ne pas obtempérer aux réquisitions qui lui sont faites, sans se placer sous le coup de l'art. 475, n° 12, du Code pénal. » (D^r Delfau.)

Peut-être n'en devrait-il pas être ainsi. La loi recon-

naît, à un expert quelconque, sauf pourtant le cas où ce dernier est médecin, le droit de récuser la mission qu'on veut lui confier. Pourquoi le médecin ne jouirait-il pas, *comme médecin*, d'une latitude qui lui appartient *comme expert*?

Dans tous les cas, le médecin doit avoir le droit de se déclarer incompétent, et c'est « une des prérogatives des consciences honnêtes et intègres qu'un aveu d'incompétence : l'autorité devrait toujours le respecter et ménager la dignité de l'homme de l'art, en ne le forçant, dans aucun cas, à motiver son refus, certaine qu'elle est du concours assuré des médecins toutes les fois que ceux-ci n'ont pas des raisons de décliner ses invitations. »

Dans l'état actuel de la jurisprudence, nous pensons que c'est un devoir moral pour le médecin de déférer aux réquisitions de l'autorité, dans les cas nombreux et divers où elle a besoin de lui, pourvu toutefois qu'il ait le sentiment absolu d'une valeur suffisante.

Etudions maintenant les obligations que le secret impose aux médecins, dans leurs rapports avec l'autorité. Nous savons que, comme citoyen, le médecin tombe sous la loi commune, c'est-à-dire sous l'art. 30 du Code d'instruct. crim.. Mais, comme médecin, en l'absence de toute autre disposition légale, il doit obéir à l'art. 378 du Code pénal, c'est-à-dire garder le secret de tout fait venant à sa connaissance dans l'exercice de sa profession. Le secret professionnel, devant être absolu, et les faits ne lui ayant été révélés que comme médecin, la connaissance de ces faits doit être considérée comme nulle et non avenue. Dans aucun cas, la justice ne peut forcer le médecin à déposer sur des faits qu'il n'a connus que parce que l'accusé est soupçonné d'avoir eu recours à son ministère.

Dans les chapitres précédents, nous avons indiqué les cas particuliers où la conscience, parlant plus haut que

la loi, il y a devoir moral pour le médecin à révéler, soit à l'autorité, soit aux personnes intéressées, l'existence de faits qu'il n'a pourtant connus que comme médecin.

Nous avons considéré, dans certains cas, l'aveu ou le consentement de la partie intéressée, comme pouvant délier jusqu'à un certain point le médecin de l'obligation du secret. Il n'en faudrait pourtant pas conclure que le consentement l'autorise dans tous les cas à ne pas tenir compte du secret. Le médecin doit quelquefois pour sa dignité, et en vue d'intérêts de premier ordre, refuser d'user de ce droit ; il va de soi que c'est surtout dans les cas où l'autorisation que donnerait une personne de divulguer un fait honteux de sa nature pourrait compromettre une autre personne qui n'aurait point été consultée.

Dans une demande en séparation de corps formée par une dame Rémusat contre son mari, il était intervenu un jugement qui avait autorisé ladite dame à prouver la communication d'une maladie par le mari à la femme et du traitement fait à celle-ci par les gens de l'art ainsi que du traitement fait au mari pour la même cause ; en sorte que le Dr Fournier était cité par la dame Rémusat pour s'expliquer sur une maladie secrète, sur une maladie dont il n'aurait pu avoir connaissance qu'en sa qualité de médecin et par suite d'une confidence qui lui aurait imposé le devoir de ne point révéler le secret confié. Sur le refus du Dr Fournier de déposer sur les faits articulés par la dame Rémusat, il est intervenu un arrêt de la Cour de Grenoble, du 23 août 1828, dont nous extrayons le passage suivant qui se rapporte spécialement à la question du secret professionnel.

La Cour :

« Attendu qu'il se serait agi, en l'espèce, de secrets qui auraient été confiés au Dr Fournier en sa qualité de médecin et sur lesquels celui-ci, fort de sa conscience et des

principes qui doivent diriger celui qui se dévoue au soulagement de ses semblables en même temps qu'il est le confident des faiblesses humaines, aurait avec raison refusé de rendre témoignage ;

« Attendu que les premiers juges ne pourraient pas, pour enjoindre au D^r Fournier de déposer, s'étayer de la circonstance que c'est la dame Rémusat elle-même qui invoque son témoignage ;

« Attendu, en effet, que ce ne serait pas moins de la part du D^r Fournier trahir un secret important, un secret à la conservation duquel la femme et le mari étaient également intéressés ;

« Attendu que le sieur Rémusat aurait pu, de diverses manières, prendre part à la confidence faite par sa femme au médecin et que sous ce rapport le secret de la dame Rémusat aurait aussi été celui de son mari ;

« Attendu, d'ailleurs, que la dame Rémusat, voulant faire déposer le D^r Fournier, même sur la maladie qu'elle reprochait au sieur Rémusat, cette circonstance serait encore exclusive de toute déposition empreinte de révélation ;

« Attendu, enfin, que la loi qui défend aux médecins et aux chirurgiens de révéler les secrets qui leur sont confiés ne faisant aucune espèce d'exception, il est évident que dans toutes les hypothèses, ce qui ne parvient à la connaissances des médecins et chirurgiens que par cette voie, doit rester impénétrable ;

« Attendu qu'il résulte de ce qui précède, qu'en refusant de révéler un secret dont il n'aurait été dépositaire que par état, qu'en refusant de se livrer à un acte que sa conscience aurait réprouvé et qui, d'ailleurs, aurait pu compromettre les intérêts d'un tiers qui n'aurait pas été étranger au secret, le D^r Fournier a donné la mesure de son respect pour la loi, la morale et l'ordre public, a mis l'ap-

pellation et ce dont est appel à néant, et par nouveau jugement déclare que le D^r Fournier en tant que dépositaire des secrets à lui confiés, est dispensé de déposer sur les faits articulés par la dame Rémusat. » (Sirey, 2^e vol., 2, p. 142.)

En quels termes le médecin appelé à s'expliquer devant les tribunaux, sur des faits dont il n'a eu connaissance que dans l'exercice de sa profession doit-il formuler son refus de déposer en justice ?

Le vrai principe étant que tout est confidentiel dans les déclarations d'un malade à son médecin, ce dernier doit déclarer purement et simplement, ainsi que nous l'avons dit précédemment à propos de l'affaire du D^r Cazeaux, qu'il *considère comme confidentiels*.

Le D^r Lavaux conseille avec raison de veiller à ce que les expressions dont on se sert devant la justice ne paraissent pas inquiétantes au point de vue de la morale publique, le secret médical ne devant pas prendre une extension abusive.

Nous savons aujourd'hui quel est le rôle du médecin appelé à déposer devant la justice en qualité de médecin expert. Il est un axiome qu'il ne doit jamais oublier quand il est appelé comme expert : *Medici proprie non sunt testes, sed est magis judicium quam testimonium* (Digeste).

Ce principe, grâce aux efforts persévérants de M. le professeur Tardieu, a presque force de loi dans la jurisprudence actuelle. Il résulte de là que le médecin appelé dans une affaire criminelle n'est pas un simple témoin mais bien un expert : *magis est judicium quam testimonium*.

En somme, « Tout médecin, appelé à déposer devant la justice, ayant actuellement, par le fait même de sa comparution, la qualité et les privilèges d'expert, est tenu de répondre, sauf dans les cas de restriction légale prévus et déterminés, à toutes les questions que les magistrats juge-

ront convenable de lui adresser pour éclairer le fait incriminé. » Le médecin, en présence de la justice, ne doit garder le silence et ne peut invoquer le bénéfice de l'art. 378 du Code pénal, que dans les cas rentrant dans les faits confidentiels que nous avons fait connaître dans les chapitres précédents.

Nous rattachons à ce chapitre une question importante qui a beaucoup occupé l'Académie de médecine : c'est celle de la constatation des décès à domicile et de l'enregistrement de leurs causes. Le corps médical à qui cette question a été soumise à plusieurs reprises l'a unanimement repoussée et semble avoir adopté dans les certificats de décès qu'il est appelé à délivrer la formule : « Le décès est constant et paraît devoir être attribué..... » La conscience du médecin lui indique s'il doit remplir l'indication du nom exact de la maladie à laquelle le malade a succombé ou s'il doit en atténuer ou même en dissimuler la nature. Les principales objections qui ont été faites reposent sur un scrupule très-respectable, sur le respect du secret que le médecin a acquis dans l'exercice de sa profession, secret qui serait forcément violé par la déclaration des causes de la mort, causes que les familles pourraient avoir intérêt à tenir cachées. La formule indiquée précédemment permet de résoudre la question à la complète satisfaction des intérêts de la famille et de la société sans toucher à l'inviolabilité du secret professionnel.

A propos du procès-verbal qu'est appelé à dresser le médecin commis par la justice à l'effet de constater la mort d'un individu survenue par suicide ou par accident, doit-on dans les cas nombreux où la conviction ne peut s'établir sur des preuves directes et ne s'appuie que sur des présomptions plus ou moins grandes, incliner à conclure en faveur d'une mort causée par accident plutôt que par

suicide ? Une telle distinction peut quelquefois mettre en défaut tout le savoir et la pénétration du médecin.

M. Devergie prétend que « c'est une circonstance vraie, mais pénible pour notre art, que les quatre-vingt-dix centièmes des suicides sont reconnus plutôt par des preuves étrangères à la médecine que par celles que nous pouvons fournir ! » C'est là une exagération qui ne fait que confirmer le fait ; dans un grand nombre de cas, il est bien difficile de se prononcer en toute certitude de cause. Vers la fin du mois de novembre, je fus commis par M. le juge de paix à l'effet de constater la mort et la cause de la mort d'un vieillard âgé de 78 ans, trouvé le matin dans une mare ayant 55 à 60 centimètres d'eau à peine. La rumeur publique accusait une tentative de suicide par suite de différends peu graves pourtant survenus au sein de la famille. Le vieillard vivait avec son fils et sa belle-fille, et quoique l'intelligence entre eux ne fût pas parfaite, aucun fait sérieux ne venait peser moralement en faveur de cette hypothèse. D'autres circonstances encore attirèrent mon attention et donnèrent à mes idées une direction opposée à celles du public. La sécheresse extrême qui avait désolé la campagne finissait à peine, la mare ne mesurait pas dans sa plus grande profondeur 60 centimètres. On ne peut guère songer à se noyer dans si peu d'eau. La place qu'occupait le vieillard dans la mare venait encore contrarier l'idée de suicide, et en même temps, donnait à une autre hypothèse un certain caractère de vraisemblance. Il avait plu dans la nuit et le vieillard qui habituellement se levait et sortait pour satisfaire à ses besoins naturels, peut-être avait été tenté de s'assurer si l'eau qui coulait dans le chemin entraînait librement dans sa mare. Il partageait du reste avec ses voisins cette préoccupation que l'on trouvera sans doute bien légitime de la part des gens complètement privés d'eau depuis six mois environ. La nuit était noire, la rigole

assez éloignée du bord de la mare ; en se penchant vers cette rigole, ses pieds avaient pu glisser sur le terrain détrem্পé par la pluie. La sensation de l'eau froide ayant déterminé une syncope, le vieillard n'avait pu ni crier ni sortir de la mare. Je dois à la vérité de déclarer que les bords de la mare ne présentaient aucune empreinte qui pût aider à vérifier cette hypothèse ; mais la pluie était tombée violemment ; il y avait çà et là quelques herbes qui avaient peut-être favorisé le glissement sans en garder les traces. En l'absence de toute certitude absolue de suicide, l'examen, extérieur du cadavre n'ayant rien révélé qui fût de nature à solliciter de nouvelles investigations, je conclus, en honneur, contre l'hypothèse de suicide et déclarai que le décès pouvait être attribué à une chute, par accident, dans la mare.

On comprend toute l'importance d'une pareille conclusion en présence de la légitime réprobation qui s'attache au suicide. Autrefois le cadavre d'un suicidé était traîné sur une claie ; aujourd'hui le clergé lui refuse les prières et les chants d'usage, il lui ferme son cimetière.

Dans le cas particulier que j'ai rapporté, il était résulté de mon enquête qu'il y avait certainement des probabilités en faveur d'un accident involontaire et en revanche peu ou pas de raisons en faveur d'un suicide. La conclusion était indiquée. Mais je n'hésiterais pas à faire, en semblable occurrence, pencher la balance du côté de la solution la plus honorable pour la famille. Il ne saurait s'agir ici des cas bien différents où le médecin est appelé à se prononcer entre un suicide et un homicide ; je parle seulement des cas où, en l'absence de preuves matérielles concluantes, quand il ne reste que des présomptions en faveur d'un suicide qui va faire rejaillir la honte et le déshonneur sur une famille, le médecin peut, quand sa conscience l'y autorise, conclure à une mort accidentelle.

La question des certificats a souvent donné lieu, de la part de gens cherchant à tromper le médecin dans un but intéressé, à la plus indigne simulation. Le médecin doit se garder, autant que possible, de paraître dupe de ces fourberies, nous estimons qu'il ne s'en fera jamais complice. La loi étend sa protection sur l'indigent et sur l'infirme; elle reconnaît certaines prérogatives aux faibles d'esprit et de corps; mais aussi, et à bon droit, elle réprime sévèrement les manœuvres mensongères trop souvent employées pour jouir des mêmes avantages. C'est donc dans le but d'éviter des erreurs, soit dans l'appréciation d'une peine, soit dans la concession d'un privilège, que la loi exige des rapports de médecins en matière civile comme en matière criminelle. L'importance de cette mission est grande, et l'attention du médecin ne saurait être trop éveillée en pareille matière. Les cas de folie simulée, par exemple, sont nombreux, quelques-uns même sont classiques : Ulysse fit le fou pour ne pas aller à la guerre de Troie; David et Solon le législateur simulèrent la folie pour conjurer de grands dangers. Bien souvent le médecin aura à démasquer des gens qui, persuadés que telle infirmité les dispensera d'une charge, d'un devoir auquel ils veulent se dérober, se mutilent ou se font mutiler. Ainsi il n'était pas rare, autrefois, de voir un conscrit qui s'était fait arracher les dents nécessaires alors pour déchirer la cartouche. Un étudiant en médecine allégua, pour sa réforme, la chute de la paupière supérieure; il s'était fait couper le nerf sourcilier (Percy et Laurent). Une mère peut mettre à profit un écoulement vaginal de sa fille, ou même blesser et mutiler ces parties, pour accuser un malheureux d'avoir voulu vioier son enfant.

Il est de règle, avant de formuler son opinion sur le prétendu coupable d'une blessure ou d'un meurtre, que le médecin examine attentivement l'état moral de l'in-

culpé. Des médecins ont parfois été appelés à soigner des malades fous, qui le savent, le disent et ne peuvent s'en défendre; leur volonté étant pervertie, ils agissent sans raisonnement, contre le raisonnement. Esquirol parle de pauvres maniaques d'une susceptibilité extrême, que tout contrarie, irrite. « Ils sont atteints, dit cet auteur, d'affection ou penchant irrésistible, présentent tous les signes d'une passion poussée jusqu'au délire et se trouvent entraînés, malgré eux, à des actes qu'ils réprouvent; qu'il y ait fureur ou non, ils sentent leur état, en raisonnent mieux que personne, le déplorent, font des efforts pour le surmonter; peut-on dire qu'ils ne soient pas alors dans un état lucide? Bientôt après, en proie à leur délire, semblables à un homme passionné, ils sont entraînés, ils cèdent à une impulsion instinctive, mais la raison ne les conduit plus. »

Telle est l'histoire de M. H., chimiste distingué, poète aimable à ses heures, d'un caractère naturellement doux et sociable, et qui vint se constituer prisonnier dans une maison de santé du faubourg Saint-Antoine, tourmenté du désir de tuer; on l'a vu se prosternant au pied des autels, implorant la divinité pour obtenir d'être délivré d'un penchant atroce de l'origine duquel il n'a jamais pu se rendre compte.

Tel est encore le cas de cette domestique abandonnant ses maîtres, fort contents d'elle, pour échapper à l'obsession invincible de tuer leur enfant. Tel est, enfin, le fait de ce soldat qui assassine un enfant parce qu'il croit voir Dieu lui ordonnant cette action.

On pourrait, à l'infini et sans aucune utilité, multiplier les exemples et les circonstances où des faits semblables se sont produits. Mais si le médecin doit parler pour sauver un innocent ou même un coupable dont l'état mental est perverti, il doit, dans bien des circonstances où sa religion

pourrait être surprise, c'est-à-dire dans tous les cas où sa conviction ne se trouverait pas solidement assise, le récuser et refuser son concours ; dans le doute : *abstiens-toi*.

CHAPITRE XI.

HYGIÈNE PUBLIQUE.

En principe, lorsque le médecin est appelé à donner son avis en matière d'hygiène publique, pénétré de l'importance que sa décision peut et doit avoir au point de vue du sort des populations, il ne doit relever que de sa conscience. Méprisant les calomnies des intéressés, dédaignant les scrupules de l'administration, secouant les lenteurs de l'autorité, il peut parler et agir sans crainte pour conjurer une épidémie imminente ou les dangers d'une industrie malsaine. D'ailleurs, est-ce que le médecin ne paye pas spontanément et volontiers de sa personne en ces heures d'angoisse générale ? Il fait alors vaillamment son devoir et reste inébranlable à son poste.

« Nul ne se refusera à concéder que, dans ces temps de panique générale, le médecin a une bien pénible mission à remplir. Car si tous peuvent soutenir le courage, seul il peut apporter le soulagement et la vie à ses concitoyens effrayés ou mourants. Seul combattant contre un ennemi invisible qui l'entoure et le serre de toutes parts, il s'oublie lui-même, il oublie sa propre famille, pour courir au secours de son concitoyen menacé ou atteint, pour arracher au fléau la proie qu'il a déjà saisie, et, souvent, plein de dévouement, grand d'abnégation, il sent la main froide de l'horrible monstre s'appesantir sur lui, après avoir, dans mille combats, épuisé ses meilleures forces et alors qu'il ne peut plus lutter pour son propre compte. En ce

moment il succombe au champ d'honneur, ignoré et bientôt oublié ; mais il meurt avec la consolation d'avoir rempli sa grande et noble mission. » (D^r Delfau).

Consulté en matière de salubrité sur une question qui touche à la santé publique le médecin doit volontiers et sans hésiter sacrifier l'intérêt particulier à l'intérêt général. Disons plus, il ne doit pas craindre de faire à l'autorité toutes les révélations qui seraient à sa connaissance et qui pourraient être utiles à ses concitoyens. Du reste, en pareille matière, le plus sage est de se conformer, autant qu'il est possible, à l'art. 79 de la loi du 7 août 1822, ainsi conçu :

« Il est enjoint aux administrateurs sanitaires de se donner réciproquement les moyens nécessaires au service qui leur est confié ; à tous les agents de l'intérieur, de prévenir qui de droit, des faits à leur connaissance qui intéressent la santé publique ; à tous les médecins des hôpitaux, ainsi qu'à tous les autres et en général à tous les sujets qui seraient informés des symptômes de maladies pestilentiellles, d'en avertir les administrateurs sanitaires, et, à défaut, le maire du lieu, lequel, dans ce cas, devrait prendre ou provoquer les mesures que les circonstances commandent. »

On ne saurait évidemment se préoccuper, dans ces cas d'une gravité exceptionnelle et considérable, des prescriptions du secret médical. Qu'importe la convenance de tel particulier en face du péril que l'affection dont il est atteint peut faire courir à une population entière.

Les médecins chargés des épidémies et les autres également doivent donc toujours se préoccuper de tout ce qui intéresse la santé publique, c'est une obligation de premier ordre qui prime toutes les autres. La science doit prêter son concours à l'autorité en vue de dispositions sanitaires qui s'opposeront à la propagation du fléau ou atténueront ses ravages. Il est évident qu'à mesure que

nous avançons, les progrès de l'hygiène publique diminuent la gravité et la fréquence des maladies pestilentielles. Il ne faut pas s'arrêter dans cette voie. Les médecins chargés d'étudier les épidémies qui règnent dans nos départements ont affaire à un assez grand nombre de maladies; c'est par leur vigilance qu'on pourra amoindrir ces fléaux, et plus tard sans doute les prévenir.

CHAPITRE XII.

DES HONORAIRES.

Si les hommes de l'art étaient tentés d'oublier que le désintéressement est une qualité nécessaire au médecin, ils seraient bien vite rappelés à l'observance de cette vertu par la réalité de la situation qui leur est trop souvent faite : *In medico sit argenti contemptus, alienitas a mercimoniis*. Les anciens auteurs nous apprennent que Jupiter foudroya Esculape pour avoir exercé la médecine avec usure et avarice.

Le plus haut désintéressement de ceux qui pratiquent l'art médical est le soulagement des pauvres infirmes : *ratus in extremis crudele ex alienis miseriis nummos accumulare*. Hippocrate recommande ce devoir dans son livre des préceptes : *Quod si exercendæ liberalitatis ferendæve opis occasio se obtuleret, vel peregrino, vel egeno, hisce talibus maxime opi tuleris*.

« Le mendiant doit mourir de faim à la porte d'un boulanger, sans mettre la main sur le pain qui n'est pas à lui : voilà le droit de la propriété dans sa terrible rigueur. La loi écrite le sanctionne sous cette forme, et elle n'oblige pas le riche à donner à celui qui meurt; mais la loi morale l'y oblige impérieusement. S'il jouit de son superflu en présence de cet agonisant, il est responsable de sa mort. La

morale chrétienne dit admirablement que les riches ne sont que les trésoriers des pauvres; c'est une parole vraiment divine, et qui suffirait, si elle était gravée dans tous les cœurs, pour faire le salut de la société. » (J. Simon, *le Devoir*.)

Eh bien ! de même que le riche qui laisserait mourir de faim le mendiant expirant devant la porte du boulanger, nous serions, nous médecins, responsables de la mort de l'indigent que nous laisserions, implorant en vain à notre porte le secours de notre art, succomber à sa maladie.

« Mais l'accomplissement de ce devoir, de cet acte de charité, doit être laissé au seul discernement de notre libre arbitre. Notre science est notre propriété; c'est à nous à juger à qui nous devons en faire le don. » (Docteur Delfau.)

« Pour devenir capable de donner des soins, le médecin a consumé une partie de sa vie, séquestré sa jeunesse loin des lieux de plaisir, dépensé une partie de son avoir ou celui de ses parents ; il a enfin travaillé pour la société, la société doit se montrer reconnaissante.

« Mais l'exercice de la médecine procure à peine de la considération.

« Dès qu'on a recouvré la santé, on se dépêche d'oublier le mal qui vient de finir, et avec lui disparaissent le souvenir du médecin et la reconnaissance qu'on lui a jurée cent fois. Cette conduite des malades révolte le jeune médecin, encore animé de ces nobles sentiments que les progrès de l'âge éteignent dans tous les cœurs.

« Il fait un retour sur lui-même, sans cesser d'exercer son art avec passion, il ne rougit plus de recevoir ses honoraires; il ose même faire rougir l'ingrate avarice de ses clients, quand la parcimonie l'emporte chez eux sur l'ostentation, et s'il a honte en secret pour son siècle et pour lui-même, il s'en dédommage par les soins gratuits

qu'il donne à l'indigence dont, pour l'ordinaire, il n'a guère plus de reconnaissance à attendre.

« Personne n'a le droit de ravalier la profession du médecin parce qu'il reçoit des honoraires ; il peut les recevoir sans embarras ; il ne doit plus hésiter à les réclamer, quand on néglige de les lui remettre après un certain délai.

« Lorsqu'une mauvaise volonté manifeste s'oppose à ce qu'il soit satisfait, doit-il recourir à des poursuites judiciaires ? Pour cela, on ne peut prendre conseil de qui que ce soit ; celui qui s'en abstient est louable, celui qui ne s'en abstient pas ne saurait être blâmé. » (*Abrégé du Dict. de méd.* en 15 vol., *Honoraires.*)

« Un paysan de notre connaissance ayant apporté chez un chirurgien son fils qui s'était cassé la jambe, fut fort surpris que pour un travail de vingt minutes, le docteur lui demandât 50 francs, quand il ne gagnait, lui, cette somme qu'en un mois de labeurs. Le chirurgien répondit à ses observations : si je comptais bien ce qu'a coûté à mon père le talent dont je me suis servi pour ton fils, et les dépenses que je suis obligé de faire pour tenir ma maison, il est fort probable que je devrais te demander davantage ; ce qui m'en empêche, c'est que, dans notre pays, la concurrence de mes confrères a fait baisser le prix de mes soins. Tu es plus riche que moi, tu as de l'argent placé, et je vis avec peine. » (J. Garnier, *Traité d'économie politique*, 5^e édition.)

On lit ce passage dans l'*Ecclésiaste* :

» Honorez le médecin à cause de la nécessité, parce que c'est le Très-Haut qui l'a créé.

« Car toute médecine vient de Dieu, et elle recevra des présents du roi.

« La science du médecin l'élèvera en honneur, et il sera loué devant les grands.

« C'est le Très-Haut qui a produit de la terre tout ce qui guérit, et l'homme sage n'en aura point de l'éloignement. » (Écriture Sainte, *Ecclésiaste*, ch. 38, v. 1, 2, 3 et 4.)

Mais, hélas ! le public toujours pressé quand il réclame notre ministère, oublie le chemin de notre maison quand il s'agit d'apporter la juste récompense due à notre travail.

Le 17^e verset du chap. 21 de l'Exode prouve clairement que c'était un usage déjà établi chez les Hébreux de payer les soins que les médecins prenaient des malades : *innocens erit qui percuberit, ita tamen ut opera ejus et impensa in medico restituat*.

Le droit romain assigne des récompenses ou salaires aux médecins ainsi qu'aux professeurs des autres sciences : *mercedes etiam medicis et salaria reddi jubemus*.

On connaît toutes les précautions prises par la jurisprudence actuelle pour assurer le paiement des honoraires du médecin.

La question des honoraires n'a que trop souvent donné lieu à des violations de secret chez des médecins qui n'ont d'autre mobile, dans leur profession, que l'intérêt. Il ne faut pas oublier qu'il est des circonstances où nous ne devons pas faire appel aux rigueurs de la loi, circonstances où nous pouvons sacrifier notre propre intérêt plutôt que de mettre au grand jour les lésions physiques et morales qui nous apparaissent dans le cours de notre pratique. La loi, d'ailleurs, n'a pas épargné les médecins qui ont fait infraction à cette règle de conduite.

Ainsi, un médecin est appelé à traiter un homme marié d'une maladie honteuse, il le guérit et réclame ses honoraires ; le client, ingrat ou de mauvaise foi, refuse de le payer, le médecin doit-il le citer devant les tribunaux aux risques de faire connaître à sa femme la maladie dont il était atteint, ou doit-il renoncer à ses honoraires ?

Aux termes de la loi, le médecin ne serait certes pas considéré comme ayant violé le secret, car, par le fait, il ne déclarerait pas la nature de la maladie; mais, aux yeux de sa conscience, ce serait divulguer le secret, attendu qu'il serait bien difficile de cacher les poursuites judiciaires à la femme de ce client; et, comme cette femme ignorait que son mari eût été malade, elle en conclurait tout naturellement et sans efforts qu'il avait intérêt à cacher sa maladie, que partant, cette maladie était honteuse. Nous n'hésitons pas à déclarer que, dans ce cas, le médecin doit renoncer à ses honoraires.

Nous ne partageons pas, en cette matière, l'avis des savants auteurs du *Manuel de médecine légale*, MM. Briand et Chaudé :

« Ce grand principe de l'obligation du secret ne saurait cependant, selon nous, faire obstacle à de justes réclamations; le docteur auquel une légitime rémunération est refusée a droit de porter sa demande devant les tribunaux; mais il doit se borner dans l'assignation à indiquer la somme qu'il réclame pour soins donnés, sans entrer dans le détail des maladies soignées; sans doute les honoraires alloués devant être fixés d'après l'importance de la maladie, il peut être, dans certains cas, nécessaire d'éclairer les magistrats sur la nature et la durée des maladies, sur l'importance et le nombre des opérations pratiquées. Le médecin peut alors confier ces détails à l'avocat qu'il a choisi, il est comme lui astreint au secret, et il n'est pas à craindre que les confidences qui lui sont faites soient divulguées. Une note remise au tribunal, une explication donnée en la chambre du conseil, mettront les juges à même de statuer en connaissance de cause.

Avec M. le D^r Jeannel, de Bordeaux, *Union médicale* du 26 avril 1864, nous pensons qu'on ne saurait admettre qu'un médecin puisse, dans le but d'obtenir des hono-

raires contestés, confier le secret médical à son avocat, avec mission pour celui-ci de le confier aux magistrats. Le médecin préférera abandonner ses honoraires.

Un apothicaire, en demandant l'argent de ses parties, avait dévoilé une mauvaise maladie de son débiteur; par acte du Parlement de Paris du 9 juillet 1593, il fut condamné à l'amende, à tous les dépens, et ses parties furent confisquées au profit des pauvres, avec défense à tous les apothicaires de déceler les maladies.

Un particulier de Clermont, prenant le nom de médecin-chirurgien, fut débouté d'une demande qu'il faisait de 92 louis restant de compte, pour avoir traité un religieux d'une maladie vénérienne, et condamné aux dépens par arrêté du 15 janvier 1704. Nous empruntons ces deux faits à la thèse de M. le D^r Curel.

En résumé, la conscience du médecin doit s'éclairer dans cette question des honoraires, et bien qu'il ne tombe pas toujours sous le coup de l'art. 378, le médecin n'hésitera pas dans certains cas, que nous avons suffisamment indiqués, à renoncer à la revendication judiciaire de ses honoraires...

Voici la conclusion de M. le D^r Lavaux, dans sa thèse présentée le 6 décembre 1867. (*Du secret en médecine.*)

« Pour nous, nous pensons que le médecin qui, chaque jour, est habitué à donner ses soins gratuits aux malheureux, ne consentira jamais, pour réclamer ses honoraires, à révéler, soit directement, soit indirectement, le secret qui lui a été confié. Si la loi et notre dogme professionnel s'opposent à ce que nous venions révéler à la justice un crime que nous n'avons connu que par la confiance du malade qui est venu réclamer nos soins, ne nous exposons pas à ce que les magistrats puissent jamais nous dire que nous savons au besoin ne plus garder le silence lorsqu'il s'agit de nos intérêts matériels. »

CONCLUSION.

» Il nous paraît hors de doute, dit A. Latour, que dans l'état actuel des lois et de la jurisprudence, le médecin, dans *aucun cas*, ne peut être obligé à révéler ; et pour remplir ce grave et suprême devoir de la révélation, il ne doit puiser que dans sa moralité même ses motifs de détermination. »

« *En tant que médecin, en tant qu'homme de l'art*, aucun article du Code ne peut obliger le médecin à révéler des faits, quels qu'ils soient, et à les porter à la connaissance de l'autorité compétente, alors même que ces faits seraient de nature à être poursuivis par la loi, s'il en a acquis la connaissance dans l'exercice de sa profession, » (Delfau.)

J'ai essayé de montrer que le secret est la loi morale de notre profession, que les exceptions sont très-limitées et doivent toujours s'inspirer de l'honneur médical.

LANE MEDICAL LIBRARY

To avoid fine, this book should be returned on
or before the date last stamped below.

--	--	--

Photomount
Pamphlet
Binder
Gaylord Bros.
Makers
Stockton, Calif.
PAT. JAN. 21, 1908

H111
P232
1875

Paris. Univ. Faculté de
médecine.
Thèse.

NAME

64784

DATE DUE

